

Histoire et Philatélie

L'Afrique du Sud



Pour les timbres-poste, la numérotation Yvert et Tellier a été choisie

Histoire et Philatélie

L'Afrique du Sud

- 1) La période portugaise (1487 – 1651)
- 2) La période hollandaise (1652 – 1794)
- 3) L'entrée en scène des Britanniques (1795-1835)
- 4) Le “Grand Trek” (1835-1854)
- 5) Les républiques indépendantes (1854 – 1884)
 - 1) L'Etat libre d'Orange
 - 2) La République Sud-africaine
 - 3) La guerre contre les Zoulous
 - 4) La première guerre anglo-boer et le retour à l'indépendance
- 6) L'Impérialisme britannique (1884-1899)
- 7) La guerre des Boers (1899-1902)
- 8) La reconstruction et l'Union Sud-africaine, dominion britannique (1902-1961)
- 9) La république de l'apartheid (1961-1994)
- 10) Les territoires noirs
 - A) Bechuanaland, Basutoland, Swaziland
 - 1) Bechuanaland - Botswana
 - 2) Basutoland - Lesotho
 - 3) Swaziland
 - B) Les “Bantustans”
 - C) Zouloulund
 - D) Griqualand West
- 11) L'Afrique du Sud moderne (1994-...)

1) La période portugaise (1487-1651)

Le temps des découvertes débute au Portugal avec l'avènement de la dynastie d'Aviz, qui commence en 1385 avec João I^{er}, qui régna de 1385 à 1433. C'est avec lui que le Portugal commença à se développer pour devenir progressivement la plus grande puissance coloniale de l'époque.

Mais le grand moteur de l'expansion fut sans conteste Henrique le Navigateur, un des fils de João I^{er}, qui, s'étant retiré à Sagres, à l'extrême pointe méridionale du Portugal, conseilla, dirigea, encouragea et paya pendant 40 ans un nombre incalculable d'aventuriers et de navigateurs, pour réaliser son rêve : acquérir les îles de l'Atlantique (Madère, Açores, Cap Vert, etc.), qui devaient servir de bases maritimes pour contourner l'Afrique du Sud et offrir ainsi une voie facile au commerce lucratif des épices.

L'aventure commença en 1415 avec la prise de Ceuta, le premier point d'appui portugais en territoire africain. Puis ce fut le tour de Zarco et de Teixeira, qui découvrirent Madère en 1419. Ensuite vinrent Diogo de Silves (1427) et Gonçalo Velho (1432), qui ouvrirent les Açores au Portugal.

Gil Eanes doubla en 1434 le fameux Cap Bojador, qui jusqu'alors était réputé infranchissable. En 1445-1446, Nuno Tristão et Antão Gonçalves débarquèrent dans l'actuelle Guinée-Bissau. C'était le début du succès, mais également le départ d'une page moins glorieuse pour le Portugal : le pays se lança avec frénésie dans le commerce très lucratif des esclaves noirs.

En même temps, vers 1440, un nouveau type de navire vit le jour, spécialement conçu pour résister aux terribles tempêtes de l'Atlantique : la caravelle. Cela permit d'aller toujours plus loin vers le sud.

Pendant ce temps, des forts furent construits et bientôt, la côte occidentale de l'Afrique était jalonnée d'établissements portugais (le fort d'Arguim, une île en face de l'actuelle Mauritanie, le fort São Jorge da Mina, l'actuelle Elmina au Ghana, etc.).

En 1482-1483, Diogo Cão explora l'embouchure du fleuve Congo, et enfin, en 1487-1488, Bartolomeu Dias doubla le Cap de Bonne Espérance.



*Sud-Ouest africain, 1986, n°s 540/543
Diogo Cão (?- env. 1486)*

En 1486, Bartolomeu Dias fut chargé par le roi João II du Portugal de poursuivre les explorations de Diogo Cão le long de l'Afrique. João II lui donna le commandement de deux caravelles et d'un navire de vivres. Il s'agissait en fait d'étudier la possibilité de l'existence d'une route maritime vers les Indes.



*Sud-Ouest africain, 1982, n°s 477/480
Voyage de Bartolomeu Dias (env. 1450-1500)*

L'expédition partit de Lisbonne en août 1487. En décembre, il atteignit la côte actuelle de la Namibie, le point le plus méridional sur les cartes de l'expédition de Diogo Cão. Continuant vers le sud, il découvrit d'abord Angra dos Ilhéus avant d'être surpris par une violente tempête. Après avoir erré durant treize jours, il utilisa les vents venant de l'Antarctique soufflant fortement dans l'Atlantique Sud et navigua vers le nord-est, redécouvrant la côte qui, déjà, était à l'est du Cap de Bonne Espérance.



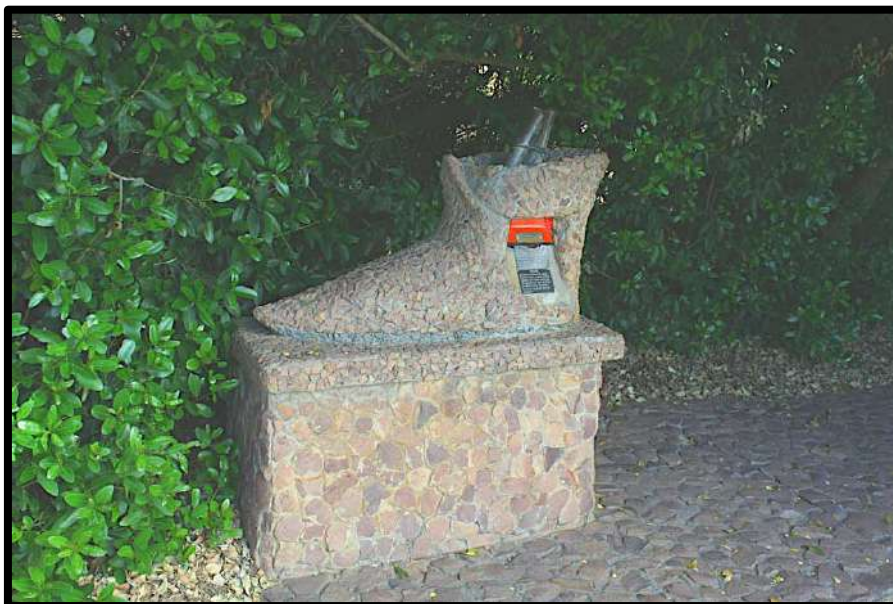
*1988, n°s 638/641
500^e anniversaire du voyage de Bartolomeu Dias*

Bartolomeu Dias continua vers l'est, dressant la carte des diverses baies de la côte de l'actuelle Afrique du Sud et arrivant à la baie d'Algoa à 800 km à l'est du Cap de Bonne Espérance. Cependant, l'équipage révolté l'obligea à rentrer au Portugal par la côte vers l'ouest. Au retour, étant toujours en vue de la côte, il découvrit le Cap des Aiguilles, le point le plus au Sud du continent et le Cap de Bonne Espérance qu'il avait contourné en haute mer à l'aller. Il arriva à Lisbonne en décembre 1488.

Il fut ainsi le premier occidental à doubler le Cap de Bonne Espérance. Il le nomma Cap des Tempêtes à cause des ouragans qu'il y avait essuyés, mais le roi João II préféra l'appeler cap de Bonne Espérance, parce qu'il espérait, à juste titre, que cette découverte ouvrirait la route des Indes.

Vasco da Gama termina l'oeuvre à la fin du siècle et atteignit les Indes en contournant l'Afrique, ouvrant ainsi la voie au trafic portugais des épices, mettant fin au monopole arabe de ce commerce.

Après 1500, la région du Cap commença à être régulièrement visitée par des navigateurs portugais. En 1501, Pêro de Ataíde y fit naufrage, et il déposa dans une chaussure accrochée à un arbre de la Mossel Bay un rapport détaillé de sa mésaventure. Un an plus tard, la chaussure était toujours en place, et João de Nova la découvrit. A proximité de l'arbre, il fit édifier un petit bâtiment en pierre : c'est la première construction européenne en Afrique du Sud.



Souvenirs locaux de l'embryon de la poste en Afrique du Sud (Extrait de Wikipedia)



*Inde Portugaise, 1946, n° 405
Francisco de Almeida (env. 1450-1510)*

Mais en 1510, Francisco de Almeida, premier vice-roi portugais des Indes, trouve la mort dans la région de la baie de la Table, assassiné par les Khoikhoi avec 64 de ses compagnons. Cette disparition tragique contribua à éloigner les Portugais de cette zone qu'ils considéraient comme sinistre, dangereuse et inhospitalière. Pour s'approvisionner en eau et en vivres sur la route des Indes, ils préféraient les escales au Mozambique et à l'île de Sainte-Hélène.

Négligeant l'Afrique du Sud, les Portugais allaient donc laisser ainsi le champ libre à leurs rivaux, en premier lieu les Hollandais.

2) La période hollandaise (1652-1794)

Ce sont les événements qui eurent lieu dans la péninsule ibérique qui furent à la base de la fin du monopole portugais en Asie. Pendant des décennies, les Hollandais, grands commerçants, s'étaient contentés de redistribuer en Europe les produits exotiques débarqués à Lisbonne.

Mais l'intolérance religieuse rigide du roi d'Espagne Philippe II engendra un soulèvement aux Pays-Bas, dont la partie septentrionale s'était en majorité convertie à la Réforme. La répression sanglante du duc d'Albe amena la soumission de la partie méridionale des Pays-Bas, mais le Nord, sous l'autorité de Guillaume d'Orange, refusa d'accepter la domination espagnole. Les sept provinces du Nord signèrent en 1579 l'Union d'Utrecht, qui signifia la rupture totale avec l'Espagne, et en 1581, elles proclamèrent leur indépendance sous le nom de Provinces-Unies.



*Espagne, 1979, n° 2199
Philippe II*



*Pays-Bas, 1979, n° 1103
L' Union d'Utrecht*



*Inde Néerlandaise, 1933, n° 170
Guillaume d'Orange*

Mais pendant ce temps, le roi du Portugal Sébastien I^{er}, obsédé par son devoir de reconquérir les territoires occupés par l'Islam, avait entrepris une malencontreuse croisade en Afrique du Nord, et il avait perdu la vie à la bataille de Ksar el-Kébir, le 4 août 1578. Philippe II parvint en 1580 à réaliser l'union dynastique de l'Espagne et du Portugal, en envoyant une armée au Portugal sous les ordres du même duc d'Albe qui avait déjà terrorisé les Pays-Bas.

Une des premières mesures de Philippe II, qui était maintenant également roi du Portugal, fut d'interdire l'accès du port de Lisbonne aux marchands de Hollande. Mais les Hollandais décidèrent de rompre ce blocus commercial imposé par le souverain espagnol et de s'approvisionner directement à la source, en Orient, entrant ainsi en concurrence directe avec les Portugais.

De puissantes compagnies maritimes furent créées, et dès la fin du XVI^e siècle, les Hollandais parvinrent progressivement à éliminer les Portugais de leurs comptoirs en Asie. Dès le début du XVII^e siècle, les comptoirs portugais de Java, de Sumatra et de Ceylan passèrent sous la tutelle hollandaise.

Les principales sociétés maritimes hollandaises fusionnèrent en 1602 pour former la Compagnie des Indes orientales (*Vereenigde Oostindische Compagnie*, la V.O.C.), qui fut pendant près de deux siècles l'un des piliers de l'impérialisme néerlandais et de la puissance commerciale du pays. Leurs comptoirs se développèrent progressivement le long des côtes africaines, en Inde, en Indonésie, en Malaisie, allant jusqu'en Chine et au Japon.

Après que la Compagnie eut réussi à s'imposer en Asie, il devint de plus en plus nécessaire d'envisager la création de nouvelles escales sur la route des Indes, où les équipages pourraient se reposer et se ravitailler en vivres frais.

Et c'est ici que l'intérêt de l'Afrique australe apparut aux dirigeants de la Compagnie, le "Conseil des Dix-Sept", dans lequel étaient associés commerçants, banquiers et responsables politiques.

Un premier poste fut fondé en 1645 au nord du Cap, dans la baie de Sainte-Hélène, mais son existence fut éphémère.

Mais le 25 mars 1647, le navire *Nieuw Haarlem*, lors de son voyage de retour des Indes, fit naufrage dans la baie de la Table (Tafelbaai, Table Bay). Les 60 membres de l'équipage, sous les ordres de Leendert Janszen, furent obligés de s'installer sur les rives de la région du Cap. Ils y passèrent presque une année entière, avant d'être secourus et rapatriés en mars 1648 par une flottille hollandaise de cinq navires qui, de retour des Indes, fit escale au Cap.

Au retour, Leendert Janszen et ses hommes présentèrent un rapport extrêmement favorable devant le Conseil des Dix-Sept : le climat permettrait la croissance de légumes et de fruits, les eaux profondes de la baie de la Table offriraient un abri idéal pour les navires, le ravitaillement en eau potable ne présenterait aucun problème, et les bonnes relations avec les tribus Khoikhoi avoisinantes permettraient d'obtenir de la bonne viande.

Sur ce, la compagnie décida d'y fonder une station permanente de ravitaillement et d'entretien sur la route des Indes.

C'est ainsi que le 24 décembre 1651, cinq navires quittèrent la Hollande à destination de l'Afrique du Sud. C'étaient le *Dromedaris*, le *Reiger*, le *Walvis*, le *Goede Hoop* et l'*Oliphant*. L'expédition était placée sous le commandement de Jan Van Riebeeck, qui embarqua avec sa femme Maria de la Quellerie et leur bébé, à peine âgé de quatre mois.



1926, n°s 17-20

Le Dromedaris, bateau de Jan Van Riebeeck



Jan Van Riebeeck



Sceau de Van Riebeeck



Maria de la Quellerie, épouse de Van Riebeeck



Arrivée de l'escadre au Cap

1952, n°s 186/190 : 300^e anniversaire de l'arrivée de Jan Van Riebeeck au Cap



Débarquement au Cap

Jan Van Riebeeck est né le 21 avril 1619 à Culemborg, aux Pays-Bas. S'il est entré dans l'histoire comme le fondateur du comptoir du Cap et le père de la présence hollandaise en Afrique du Sud, c'est purement le fruit du hasard, car rien ne le prédestinait à cette tâche.

Tout comme son père, il avait fait des études de chirurgien et comme lui, il avait la passion des voyages lointains. Il avait déjà accompagné son père au Brésil et au Groenland, et en 1639, il entra au service de la Compagnie des Indes orientales. Il était nommé aux comptoirs du Japon et du Tonkin, mais il fut rappelé en 1647 pour s'être enrichi aux dépens de la Compagnie.

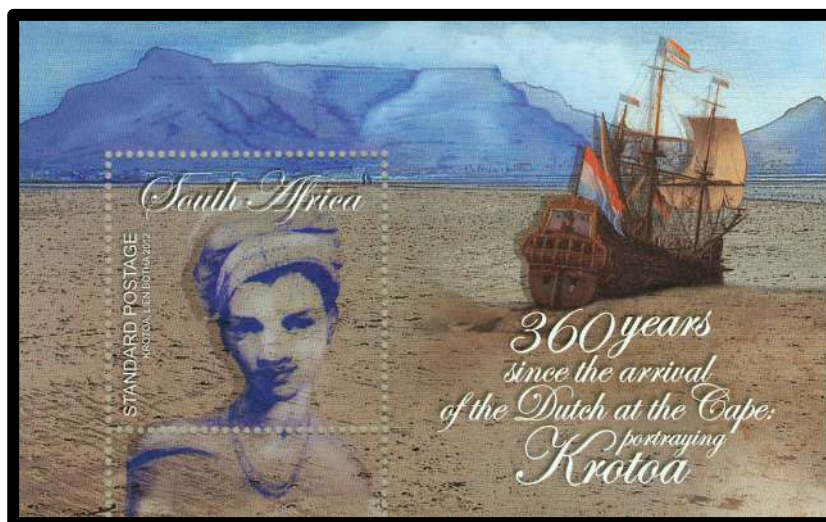
Et c'est pendant ce voyage de retour qu'il accosta à la baie de la Table, pour prendre à bord les naufragés du *Nieuw Haarlem*. Pendant 18 jours, il eut ainsi le loisir d'inspecter les lieux.



Pays-Bas, 1952, n°s 564/567 : 300^e anniversaire de l'arrivée de Jan Van Riebeeck au Cap

De retour à Amsterdam, il accepta sans enthousiasme la charge d'établir au Cap de Bonne Espérance une station permanente d'entretien et de ravitaillement. Il n'accepta ce poste qu'avec l'espoir de recevoir en compensation une nouvelle affectation asiatique, ce qui lui plaisait beaucoup plus.

Lorsque la flottille arriva au Cap en 1652, après avoir perdu 130 personnes au cours du voyage, les 90 pionniers, dont huit femmes, se mirent au travail, sous le commandement de Jan Van Riebeeck. La tâche était gigantesque. Pour commencer, ils entreprirent d'édifier un fort. Ensuite ils défrichèrent les premiers lopins de terre. La maladie et les privations firent plusieurs victimes, mais en 1653, les premiers succès étaient manifestes, et il fut même possible de ravitailler en viande et en produits frais un convoi en route pour les Indes.



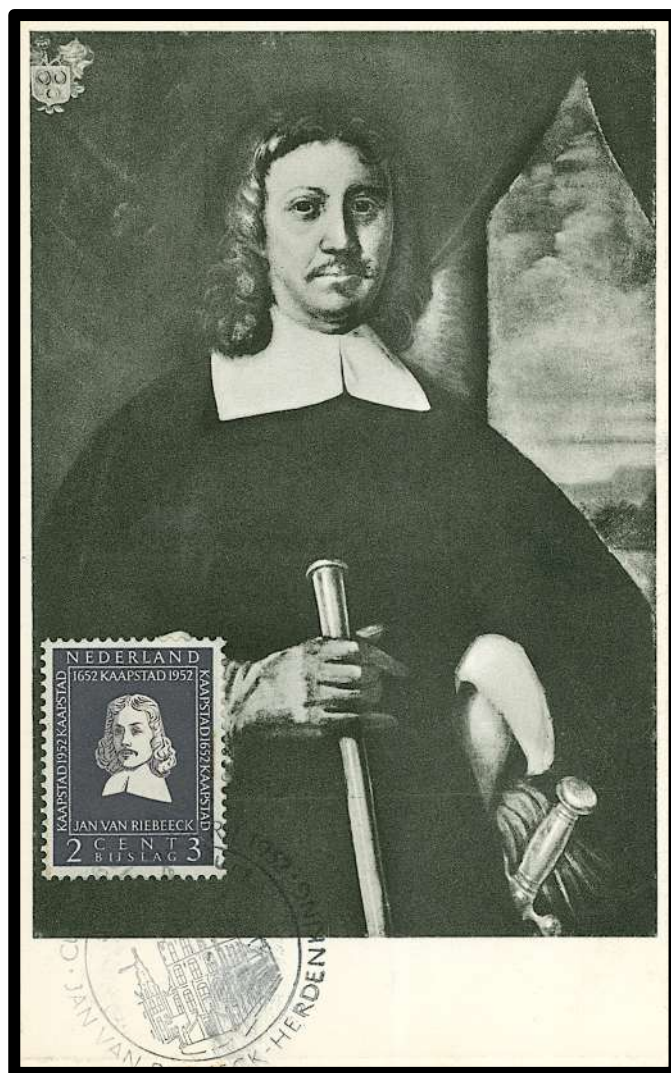
2012, bloc 135

360^e anniversaire de l'arrivée de Jan Van Riebeeck au Cap

Les premiers compagnons de Jan Van Riebeeck étaient tous des fonctionnaires de la Compagnie, ce qui n'encourageait pas la production. C'est pourquoi Van Riebeeck sollicita et reçut du Conseil des Dix-Sept l'autorisation de changer le statut de ces premiers colons : de fonctionnaires, ils devinrent des "citoyens libres" (*vrijburghers*), qui pouvaient travailler à leur propre compte, à condition de ne faire commerce qu'avec la Compagnie et aux tarifs fixés par elle.

Dès 1656, les récoltes de tabac, de blé et de haricots faisaient de la petite colonie une entreprise rentable.

Dès 1657, la compagnie octroya aux colons des concessions de terre, et ainsi, les premiers colons s'occupèrent à bonifier une nature demeurée vierge jusque là. Chaque année, de nouvelles familles rejoignaient ces pionniers. L'interdiction de commerce privé, tant avec les indigènes qu'avec les équipages des navires de passage demeurait lettre morte, et la petite colonie prospéra. Van Riebeeck organisa des expéditions de plus en plus profondes, jusqu'à 300 kilomètres du fort.



*Pays-Bas, 1952, carte maximum avec le n° 564
Jan Van Riebeeck*

Mais les indigènes, même s'ils se montraient d'accord pour vendre du bétail aux colons, refusaient de travailler pour la Compagnie. C'est pourquoi Jan Van Riebeeck se vit contraint d'importer des esclaves. Il y eut d'abord les esclaves venus de Java, qui s'intégrèrent rapidement, ensuite ils vinrent en provenance de Madagascar et d'Angola. Il est paradoxal de constater que le début du peuplement noir de l'Afrique du Sud, qui allait causer tant de déboires au XX^e siècle au temps de l'apartheid, est la conséquence d'une volonté de l'administration hollandaise !

Le 7 mai 1662, Van Riebeeck quittait le Cap, après dix années d'intense labeur. Il reçut, comme il le souhaitait, le commandement d'un comptoir en Malaisie, et il mourut à Batavia le 18 janvier 1677. Il fut remplacé au Cap par Zacharias Wagenaer.

Le grand problème pour les Hollandais était que, pour faire prospérer la colonie du Cap, il fallait augmenter nettement la population blanche.

L'éminent gouverneur de la colonie Simon van der Stel (d'abord commandeur de la colonie de 1679 à 1691, ensuite gouverneur de 1691 à 1699) le fit comprendre au Conseil des Dix-Sept à Amsterdam, et à partir de 1685, la Compagnie accepta l'envoi de "vrijburghers" directement depuis la Hollande, alors qu'auparavant, ce privilège ne pouvait être accordé qu'à des agents de la Compagnie, demeurant sur place. Cette décision allait rendre possible une colonisation définitive.



1939, n°s 114-115

Groot Constantia, domaine du gouverneur Simon van der Stel

Et c'est ici que les huguenots français jouèrent un grand rôle. Lorsque Louis XIV révoqua en 1685 l'édit de Nantes, qui autorisait l'exercice du culte protestant en France, des dizaines de milliers de huguenots choisirent l'exil. C'est surtout la Hollande qui les attira. Les émigrés français résidant en Hollande furent autorisés à se porter volontaires pour l'Afrique du Sud, surtout quand ils étaient viticulteurs. La Compagnie désirait en effet développer la culture de la vigne au Cap. Ils reçurent des conditions particulièrement avantageuses pour partir : voyage gratuit, concession de terres, etc. La Compagnie n'exigeait en contrepartie qu'un serment de fidélité à leurs administrateurs et aux autorités hollandaises.

Les premiers huguenots arrivèrent déjà en 1682, avant la révocation de l'édit de Nantes. Mais c'est surtout à partir de 1688 que de nombreux huguenots d'origine française arrivèrent au Cap. C'étaient surtout des agriculteurs et des viticulteurs, dont la colonie avait grand besoin.

Ils furent bien accueillis, mais comme ils constituaient rapidement le cinquième de la population blanche, le gouverneur, ne prenant aucun risque, installa systématiquement à côté d'eux des colons hollandais. Ils reçurent des terres à 80 kilomètres du Cap, entre Stellenbosch et Drakenstein : la région devint le "coin français" (De Franche Hoek).



Le presbytère de Paarl



"Post tenebras lux", symbole de la Réforme



La vallée de Drakenstein

1939, n°s 108/113 : 250^e anniversaire du débarquement des premiers colons huguenots



Monument à Franschoek



*Carte de France avec
les régions d'émigration*



*Première Bible bilingue
imprimée en Afrique du Sud*



*La Saint-Barthélemy
(1572)*

1988, n°s 644/647 : 300^e anniversaire du débarquement des premiers colons huguenots

Malgré la tolérance des Hollandais envers l'emploi de la langue française, les enfants devaient obligatoirement apprendre le hollandais, et la langue française régressa rapidement. En 1702, le gouverneur Willem Adriaan van der Stel, qui avait succédé en 1699 à son père Simon, rendit obligatoires les prêches en hollandais, ne tolérant l'usage du français que pour les vieillards de la première génération, qui ne parlaient que leur langue maternelle. Au bout de trente ans, l'usage du français était éteint en Afrique du Sud. On retrouve cependant de nombreuses traces de l'origine française d'une partie non négligeable de la population dans les noms, aussi bien de localités que de noms de famille.

La croissance de la colonie fut remarquable : dès le début du XVIII^e siècle, les colons, regroupés autour de la baie de la Table, cherchèrent à élargir leurs horizons. Ce furent surtout les agriculteurs, dont les conditions de vie étaient difficiles, et pour qui la rentabilité était très faible, qui commencèrent à pratiquer un élevage transhumant, se déplaçant de plus en plus vers le nord et vers l'est. Ce sont les "*Trekboers*" qui, en s'éparpillant loin du Cap, échappaient de plus en plus au contrôle - et aux impôts - de la Compagnie. Comme le sol était aride, ils pratiquaient la transhumance, le "*Trek*". Ils devinrent de plus en plus autonomes, se regroupant en petites communautés de quelques familles. C'est ici l'origine de la race "afrikaner" : l'éleveur sans domicile fixe, ne comptant que sur ses propres forces - et sur Dieu - pour survivre dans un environnement âpre et inhospitalier.

Au début, les "*Trekboers*" ne rencontrèrent que peu de résistance : dans leur progression, ils refoulèrent les rares indigènes Khoikhoi, ou les réduisirent en esclavage. Le problème devint plus ardu lorsqu'ils atteignirent la rivière Vis (Fish River), car entre cette rivière et la rivière Kei, plus à l'est, s'étaient installés les Xhosa. Entre les deux peuples pasteurs, l'un noir venant du nord, l'autre blanc venant du sud-ouest, les affrontements durèrent un siècle.

Un accord fut proposé en 1778 par le gouverneur Joachim van Plettenberg pour faire reconnaître la Vis comme frontière, mais cet accord fut continuellement transgressé aussi bien par les Xhosa que par les *Trekboers*. Ces derniers, trop peu nombreux pour faire reculer les Xhosa, orientèrent alors leur axe de pénétration vers le nord-ouest, afin de contourner les tribus.

D'autres *Trekboers* atteignirent en 1779 un grand fleuve qu'ils baptisèrent Orange en honneur de la dynastie des Pays-Bas, et continuèrent leur marche vers le nord.

Pendant ce temps, la Compagnie essayait vainement de maintenir son contrôle sur tout le territoire. Mais les gouverneurs locaux dépendaient administrativement du gouverneur général ayant résidence à Batavia. Il est évident que les instructions mettaient une temps énorme à parvenir, ce qui fait que les gouverneurs, surtout le père et le fils van der Stel, avaient défini une priorité : l'autosuffisance des établissements de l'Afrique du Sud.

Mais Amsterdam et Batavia, n'ayant qu'une vue très approximative de la situation locale, entravaient tout développement et toute prospérité par des règlements tatillonniers, des taxes exagérées et des tracasseries administratives.

Entre l'administration de la Compagnie et les colons, la situation fut souvent conflictuelle. C'est ainsi que Willem Adriaan van der Stel fut démis de ses fonctions de gouverneur, après une pétition des colons contre lui.

C'est au point qu'en 1717, la Compagnie décida de mettre un terme à l'immigration européenne, choisissant d'importer davantage d'esclaves, plus dociles et soumis à ses directives.

À partir de 1750, le déclin de la Compagnie des Indes orientales s'accéléra, avec la perte d'une grande partie des marchés européens au profit des Français et des Anglais. En 1794, la vieille et orgueilleuse Compagnie hollandaise était en faillite. Mais cela ne tracassait pas les colons, qui étaient déjà au nombre de 18.000 : environ un tiers de "*Burghers*" citadins, un tiers de "*Boers*" sédentaires et un tiers de "*Trekboers*" plus ou moins nomades. Le tout couvrant environ un rayon de 800 kilomètres autour de la baie de la Table.

3) L'entrée en scène des Britanniques (1795-1835)

Début 1795, les armées révolutionnaires françaises, profitant du fait que les canaux étaient gelés, parvinrent à conquérir la Hollande. Le prince Guillaume V d'Orange, "Stadhouder" des Pays-Bas, trouva refuge en Angleterre. La Compagnie des Indes Orientales étant déjà en faillite, il demanda à la Grande-Bretagne de prendre en charge les intérêts coloniaux hollandais, pour éviter que ces colonies et ces comptoirs ne tombent aux mains de la France.

Mais le dernier commissaire général hollandais de la Compagnie, Abraham Sluysken, refusa la domination britannique, et il résista pendant quelques mois, de juin à septembre 1795, au débarquement des troupes anglaises. Il dut finalement capituler, car il était peu soutenu par les colons, qui avaient eu pendant des années de grandes raisons de se plaindre de l'administration de la Compagnie hollandaise.

Les Britanniques ne durent que rarement employer la force pour s'imposer - ils eurent à vaincre quelques tendances républicaines de colons enivrés par les idées révolutionnaires françaises - et ils eurent l'intelligence de mener sur place une politique de liberté économique et commerciale, qui remplaçait avantageusement les tracasseries de la mère-patrie hollandaise.

Mais la colonie du Cap était obligée de suivre les péripéties européennes :

- En 1802, la paix éphémère entre la France et l'Angleterre fit rétrocéder la colonie du Cap à la République batave. Dès 1803, la nouvelle administration hollandaise se mit en place, réorganisant tout le système gouvernemental local mis sur pied par les Anglais.
- Dès 1803, la guerre reprit entre la France de Napoléon et l'Angleterre, et le gouverneur Jan Willem Janssens fut contraint début 1806 de se rendre au général David Baird, commandant en chef des troupes d'invasion britanniques.



Jan Willem Janssens (1762-1838)

(Extrait de Wikipedia)



Sir David Baird (1757-1829)

- Après la chute de Napoléon, le congrès de Vienne entérina en 1815 le transfert de souveraineté de l'Afrique australe : la Grande-Bretagne héritait ainsi sans grands efforts d'un territoire immense, peuplé à l'époque par 26.000 colons, 30.000 esclaves et 20.000 Noirs Khoikhoi.

Les Britanniques n'avaient pas l'ambition de développer leur nouvelle colonie, mais, tout comme leurs prédécesseurs hollandais, ils considérèrent l'Afrique australe comme une place forte, un "Gibraltar" entre les deux océans. Ils menèrent une politique fortement centralisatrice, négligeant complètement l'avis de la population locale. La colonie dépendait directement du Colonial Office de Londres, localement administrée par un gouverneur représentant ce ministère.

Les Boers étaient donc devenus des sujets britanniques sans avoir été consultés. Cette manière d'agir de la part des Anglais provoqua un vif mécontentement. Ce mécontentement s'accrut encore avec l'arrivée de missionnaires anglais, surtout la London Missionary Society, qui se fixèrent pour but de rendre la liberté au Khoikhoi et aux esclaves.



1962, n° 263/264

Le voilier Chapman, qui débarqua le 10 avril 1820 les premiers colons anglais entre les rivières Vis et Kei



1971, n° 330

Débarquement de ces premiers colons en 1820

Dès 1828, les Noirs libres obtinrent l'égalité juridique avec les Blancs. Les Boers étaient excédés par cette liberté de circuler accordée aux Noirs. Mais lorsque le roi anglais Guillaume IV signa le 20 août 1833 l'acte d'émancipation des esclaves dans tout l'empire britannique, les Boers se demandèrent comment ils pourraient poursuivre leurs activités sans main-d'œuvre : la mesure avait effectivement rendu la liberté à 35.000 esclaves.

En même temps que le mécontentement s'accrut chez les Boers suite aux mesures anti-esclavagistes, un problème de langue rendit la situation encore plus tendue : depuis 1822 le néerlandais n'était plus toléré devant les tribunaux et dans les services gouvernementaux, et à partir de 1828, l'anglais devint la seule langue autorisée dans les domaines scolaire et religieux. Cet impérialisme linguistique fut rendu possible par l'augmentation progressive de la population anglophone. Mais cette augmentation de la population s'accompagna également de tensions avec les voisins noirs Xhosa. Il y avait déjà eu quatre conflits armés le long de la rivière Vis, entre Boers et Xhosa (en 1779, 1786, 1799 et 1812). De 1818 à 1819 se déroula la cinquième "guerre cafre", où cette fois-ci, les Anglais étaient impliqués : ils refoulèrent les Xhosa au-delà de la rivière Keiskamma, vers l'est. La sixième "guerre cafre" éclata en 1834. Les Boers et les Anglais associés refoulèrent une nouvelle fois les Xhosa, cette fois-ci au-delà de la rivière Kei.

Mais à Londres, les sociétés de missionnaires lancèrent une véritable campagne d'opinion en faveur des Xhosa, et le gouverneur britannique du Cap fut contraint, sous la pression d'une opinion publique en Angleterre favorable aux Noirs, à restituer aux indigènes Xhosa les territoires annexés entre la Keiskamma et la Kei. Les Boers étaient évidemment furieux : ils en conclurent que la politique anglaise dans la région n'avait qu'un seul but : favoriser les indigènes aux dépens des Blancs.

L'opposition devint de plus en plus vive entre les colons néerlandophones calvinistes et traditionalistes, et les nouveaux arrivants anglophones et anglicans, acquis au libéralisme politique et économique. Un grand nombre des Boers décida alors d'émigrer vers des terres plus lointaines, où ils pourraient vivre selon leurs lois, avec leur croyance et leur langue : c'est le "Grand Trek", en afrikaans le "Groot Trek".



1958, n° 219

À partir de 1858, l'Angleterre laissa s'établir plus de 6000 colons allemands dans l'arrière-pays du port d'East London, entre les fleuves Vis et Kei

4) Le “Grand Trek” (1835-1854)

Les Boers les plus intransigeants décidèrent donc de quitter leurs fermes, pour s'enfoncer dans l'inconnu à la recherche de terres libres où ils pourraient demeurer les maîtres chez eux, et y vivre selon leurs principes, leur croyance, et dans leur langue.



1933, n°s 57-60 & 58-61
Les “Voortrekkers”



1938, n°s 92-96



1938, n°s 101-103

Pionniers



1938, n°s 100-102
Chariot en montagne

Ils chargèrent leurs maigres biens sur des chariots à boeufs, et partirent vers le nord-est. Ils contournèrent les territoires Xhosa, et se heurtèrent à une grande difficulté : la traversée du Drakensberg, une très haute chaîne montagneuse longue de 1500 kilomètres, parallèle à l'océan Indien.

Les premiers départs se firent en 1835, et dans les années suivantes, au total 20.000 personnes partirent en exil, dans ce “Grand Trek” qui aboutira à la création de l'État libre d'Orange, et des républiques du Transvaal et du Natal.



1933, n°s 56-59



1988, n° 679

Le “Grand Trek”

Les chefs de chaque colonne étaient élus, et certains sont entrés dans l'histoire, comme Piet Retief, Gert Maritz, Andries Potgieter et Andries Pretorius. Ils sont considérés comme les fondateurs de la nation afrikaner.

Un deuxième problème était la présence des indigènes. En général, les régions traversées étaient peu peuplées, mais il fallut surtout combattre, en 1836 et 1837, les Ndebele du grand chef Mzilikazi. Potgieter et Maritz parvinrent à les écraser grâce à la technique du "laager" : un double cercle ou carré formé de chariots solidement arrimés les uns aux autres. Les femmes et les enfants étaient retranchés dans l'espace central avec les réserves et les munitions. Entre les deux rangées, on garait le bétail et les chevaux. Chaque Boer utilisait trois fusils, que les femmes rechargaient le plus rapidement possible, afin d'obtenir un feu roulant.

Après avoir écrasé et refoulé vers le nord les Ndebele, les Voortrekkers se regroupèrent, et élirent un "Volksraad". Les grands chefs, comme Potgieter, Maritz et Retief ne tardèrent pas à entrer en conflit, mais ils eurent l'intelligence d'accepter, sous serment, les décisions prises par la majorité. C'est ainsi qu'en septembre 1837, le "Grand Trek" se poursuivit vers l'est, à travers les massifs montagneux. La chaîne du Drakensberg fut franchie au prix d'efforts inouïs, et les convois atteignirent Port Natal, qui deviendra plus tard Durban.



1938, n°s 93-97



1988, n° 680



1988, n° 681

La traversée du Drakensberg

Mais là, ils avaient le voisinage du grand chef zoulou Dingane. Piet Retief crut pouvoir établir de bonnes relations avec Dingane, mais il fut, lors de la conclusion du traité d'amitié, assassiné par les Zoulous avec 60 de ses hommes.



1938, n°s 94-98

Rencontre Piet Retief - Dingane

Il y eut alors une période de massacres de la part des Zoulous, au point qu'une partie des Voortrekkers, sous la conduite d'Andries Potgieter, décida de quitter le Natal, de repasser le Drakensberg, et de s'installer dans la région au-delà du Vaal : ce fut l'embryon de la république du Transvaal.

Une autre partie des pionniers décida de rester sur place, malgré les énormes difficultés et les massacres. Ils furent secourus in extremis par Andries Pretorius, qui atteignit le Natal en novembre 1838. Il infligea une défaite définitive aux Zoulous le 16 décembre 1838 : 3000 Zoulous y laissèrent la vie. La bataille reçut le nom de "Bataille de Bloedrivier" (rivière de sang).

Les vainqueurs Boers décidèrent de faire du 16 décembre un jour férié, qu'ils appelèrent "Dingaansdag". Ils firent le serment de faire de ce jour un jour de prière et d'ériger un temple pour commémorer l'aide de Dieu dans cette victoire : c'est l'église du Serment de Pietermaritzburg.

Hier staan ons voor die Heilige God van hemel en aarde om 'n gelofte aan Hom te doen, dat, as Hy ons sal beskerm en ons vyand in ons hand sal gee, ons die dag en datum elke jaar as 'n dankdag soos 'n Sabbat sal deurbring; en dat ons 'n huis tot Sy eer sal oprig waar dit Hom behaag, en dat ons ook aan ons kinders sal sê dat hulle met ons daarin moet deel tot nagedagtenis ook vir die opkomende geslagte. Want die eer van Sy naam sal verheerlik word deur die roem en die eer van oorwinning aan Hom te gee.

Le Serment de "Dingaansdag"



1936, n° 55A-58A

L'église du Serment de Pietermaritzburg



1988, n° 682

Après cette victoire totale, les 6000 Voortrekkers fondèrent la "République de Natalia", avec une nouvelle ville, Pietermaritzburg, comme capitale. Le nom de Pietermaritzburg vient des deux leaders vénérés des colons, Piet Retief et Gert Maritz.



1955, n°s 217-218

Andries Pretorius (1798-1853) et le drapeau de la république de Natalia



La république de Natalia, en jaune (Extrait de Wikipedia)

Mais cette république ne tint pas longtemps : les Anglais, partant du point de vue que, même loin de leur point de départ, les Voortrekkers restaient des sujets britanniques, ne pouvaient accepter la création d'une république indépendante. Il y eut dès 1838 des heurts entre les Boers et des contingents militaires anglais débarqués à Durban. L'Angleterre ayant augmenté ses effectifs sur place, les Boers furent contraints de se replier vers Pietermaritzburg en 1842, et en 1843, l'Angleterre procéda à l'annexion pure et simple du Natal, qui devint une nouvelle colonie anglaise. C'est surtout à partir de 1849 que les colons anglophones vinrent s'y installer, confirmant ainsi la prédominance britannique sur la région.



1949, n°s 170-171

Centenaire du débarquement des premiers colons britanniques au Natal : arrivée du Wanderer en 1849

Les Boers, quant à eux, rechargèrent leurs chariots pour repasser le Drakensberg et s'installer entre le Vaal et le Limpopo : ce fut le début du deuxième "Grand Trek".

Cette région, le "Transvaal", était déjà occupée depuis environ 1837 par quelques Boers, sous l'autorité d'Andries Potgieter, qui y avait fondé l'établissement de Potchefstroom. L'ensemble formait avec Winburg l'entité autonome Winburg-Potchefstroom.

À partir de 1845, ils furent rejoints par les Boers qui refluèrent après l'échec de la république de Natalia, et par de nombreux nouveaux Trekkers venant du Cap.

Vers 1850, ils étaient 12.000 dans la région d'Orange et 25.000 au Transvaal. Ils formaient des petites communautés isolées, économiquement autonomes, coupées du monde extérieur et jalouses de leur indépendance politique.

Après leurs durs combats contre les Ndebele de Mzilikazi et les Zoulous de Dingane, et après les atrocités et les massacres perpétrés par ces derniers, les Boers se mirent à considérer tous les Noirs comme des ennemis. Ils recherchèrent au mieux des rapports de coexistence, mais refusèrent toute intégration. Cela amena deux types de territoires : l'un réservé aux Blancs et l'autre aux Noirs. Les Boers trouvaient tout à fait normal d'exercer une autorité absolue sur l'ensemble, avec les territoires noirs mis en tutelle politique et économique : c'est la base de ce qui deviendra plus tard l'apartheid.



1938, n°s 95-99

Le monument aux Voortrekkers, près de Pretoria



1974, n° 379



1949, n°s 179/181

Inauguration en 1949 du monument aux Voortrekkers, près de Pretoria

Mais Londres continuait toujours à considérer les Trekkers comme des sujets de la couronne britannique. La London Missionary Society, qui considérait les Boers comme des démons esclavagistes, insistait pour une intervention militaire. Et dès 1848, le gouverneur anglais du Cap annexait la région comprise entre les fleuves Orange et Vaal. C'est le début d'un conflit armé qui durera jusqu'au XX^e siècle.

Mais cet incessant conflit, dont l'issue était toujours incertaine et qui coûtait une fortune au trésor de Sa Majesté, finit par lasser l'Angleterre, qui proposa finalement des négociations. Pretorius eut l'intelligence d'accepter cette occasion unique, et le 18 janvier 1852, il signa avec le gouverneur Sir Harry Smith le traité de Sand River (Zandriviertractaat) : la Grande-Bretagne reconnaissait l'indépendance des territoires situés au nord du Vaal.

Avec la convention de Bloemfontein, signée le 23 février 1854 entre le gouverneur George Cathcart et les Boers, une solution analogue réglait le sort du territoire situé entre les fleuves Orange et Vaal : c'était la naissance de l'État libre d'Orange.

En 1854, il y avait donc un grand changement, qui mettait un terme à l'épopée du "Grand Trek" :

- Naissance en 1852 de la République sud-africaine (Zuid-Afrikaansche Republiek), qui deviendra plus tard le Transvaal. C'était l'ensemble des territoires situés au-delà du Vaal. La capitale initiale était Potchefstroom.
- Naissance de l'État libre d'Orange (Oranje Vrijstaat) : c'était le territoire situé entre les fleuves Orange et Vaal. La capitale était Bloemfontein.
- Le fleuve Orange marquait pour longtemps, la frontière entre les territoires britanniques du Cap et les états Boers.
- Les Boers, en contrepartie, et pour apaiser les ligues missionnaires anglaises, renonçaient à l'esclavage.



La Zuid-Afrikaansche Republiek en orange et l'Oranje Vrijstaat en rouge (extrait de Wikipedia)

5) Les républiques indépendantes (1854-1884)

1) L'État libre d'Orange



1926, n°s 18-21

L'oranger, symbole de l'État libre d'Orange



1954, n°s 199/200

Centenaire de l'État libre d'Orange



Après avoir obtenu son indépendance par la convention de Bloemfontein de 1854, la région entre les fleuves Orange et Vaal n'était peuplée que de 10.000 blancs. Les difficultés étaient immenses. Le premier président, Josias Philippus Hoffman, élaborait une constitution. Son successeur, Jacobus Nicolaas Boshoff, essaya d'entretenir de bonnes relations avec les Anglais. Son successeur en 1859 était plutôt inattendu : c'était Marthinus Wessel Pretorius, le fils du grand pionnier Boer. C'était étonnant parce que le fils Pretorius était déjà président de l'autre république, la Zuid-Afrikaansche Republiek ! Il recherchait nettement l'union entre les deux républiques, mais il se trouvait confronté dans cette ambition au veto anglais et à la mauvaise volonté de nombreux Boers.



1955, n° 216

Marthinus Wessel Pretorius (1819-1901)

Son successeur, le quatrième président, était une grande figure : c'était Johannes Henricus Brand, qui fut président de 1864 à 1888 ! Il avait l'ambition de faire de son pays un état moderne, avec de saines finances et une administration efficace.

*Les premiers timbres de l'État libre d'Orange furent émis en 1868.
Ils représentaient l'oranger, symbole héraldique du pays.*



1891, n° 13



1894, n° 18



1896, n° 20



1897, n° 17

Timbres-poste de l'État libre d'Orange

2) La République sud-africaine

Contrairement à l'État d'Orange, cette nouvelle république ne connut aucune stabilité. Le premier président était Marthinus Wessel Pretorius, le fils du grand pionnier Boer. Il occupa la présidence de 1857 à 1863 et de 1864 à 1871. Le 1^{er} mai 1860, Il transféra sa capitale de Potchefstroom vers une nouvelle ville, qu'il nomma Pretoria en souvenir de son père.

Sa grande ambition était la réunification des deux républiques, et pour cela il se fit également élire en 1859 à la présidence de l'État libre d'Orange. Mais il ne put réaliser ce projet, à cause de l'hostilité des Anglais, qui craignaient qu'une trop puissante entité Boer aurait représenté une menace pour leurs intérêts.

En 1871, Le révérend Thomas François Burgers occupa la présidence. Tout comme son confrère Brand, il essaya de développer son pays, mais il se heurta également à une nette mauvaise volonté de la part des Anglais.



1974, n° 353

Monnaie à l'effigie du président Thomas François Burgers (1834-1881)

Pendant la période 1854-1870, le pays eut beaucoup à souffrir de la guerre incessante qu'il fallait mener contre les Sotho, qui avaient à leur tête Moshoeshoe, grand guerrier et fin diplomate. Ces guerres seront développées dans le chapitre consacré au Bechuanaland, Basutoland et Swaziland.

C'était donc un pays à bout de souffle qui se trouva en 1877 devant une nouvelle menace : celle des Zoulous.

*Les premiers timbres-poste de la Zuid-Afrikaansche Republiek furent émis en 1870.
Ils représentaient les armes de la république.*



1870, n° 15

Timbre-poste de la Zuid-Afrikaansche Republiek

3) La guerre contre les Zoulous

Les Zoulous constituaient une menace latente depuis la fin du XVIII^e siècle, grâce à la volonté de leur chef historique, Shaka (1787-1828). Il avait complètement réorganisé son armée, lui donnant une capacité offensive inconnue jusqu'alors. Génial politique et fou sanguinaire, il accumulait les crimes les plus révoltants et régna par la peur.



2003, P.A. n° 77
Roi zoulou Shaka (1787-1828)

Après Shaka vint Dingane, et nous avons déjà vu comment il fit assassiner Pieter Retief et son escorte, et comment les Boers, sous la conduite de Pretorius, prirent leur revanche en écrasant les forces de Dingane à la bataille de Bloedrivier le 16 décembre 1838.

Les Zoulous, d'abord sous le souverain régnant Mpande, demi-frère de Dingane, qu'il évinça en 1840, se dressèrent de plus en plus contre l'impérialisme anglais. Mais c'est sous son fils Cetshwayo que la guerre, en 1877, devint inévitable : Cetshwayo avait constitué une armée de plus de 50.000 hommes !

Dans l'incapacité de se défendre, la République sud-africaine n'avait qu'une option : renoncer à son indépendance et accepter l'annexion par les Anglais, début 1877. La nouvelle "province britannique" reçut le nom de Transvaal.

*Initialement, les timbres de la Zuid-Afrikaansche Republiek furent surchargés
"V.R. TRANSVAAL" (V.R. = Victoria Regina), en 1877.
Dès 1878, des timbres furent émis avec l'effigie de la reine Victoria.*



1877, n° 31
Timbre-poste du Transvaal annexé par les Britanniques.



1878, n° 61

La puissance zoulou servait donc admirablement les vues impérialistes de Londres. Henry Bartle Frere, gouverneur au Cap, ordonna à Sir Frederic Thesiger, 2nd baron Chelmsford, d'entreprendre une campagne contre les Zoulous. La guerre débuta début 1879. Mais les Anglais avaient plusieurs grands problèmes : la faiblesse de leurs effectifs, la lourdeur et la lenteur de leurs convois, et l'absence d'aide de la part des Boers, qui connaissaient pourtant parfaitement le terrain. Le raisonnement des Boers était simple : puisque vous nous avez annexés, résolvez vos problèmes sans nous.

En face des Anglais, il y avait les Zoulous de Cetshwayo, extrêmement mobiles, profitant souvent, grâce à une rapidité déconcertante, de l'effet de surprise.

Et ce sont les Zoulous qui obtinrent les premiers une grande victoire : la bataille d'Isandlwana du 22 janvier 1879 fut un désastre pour les Anglais, qui laissèrent plus de 1300 morts sur le terrain.

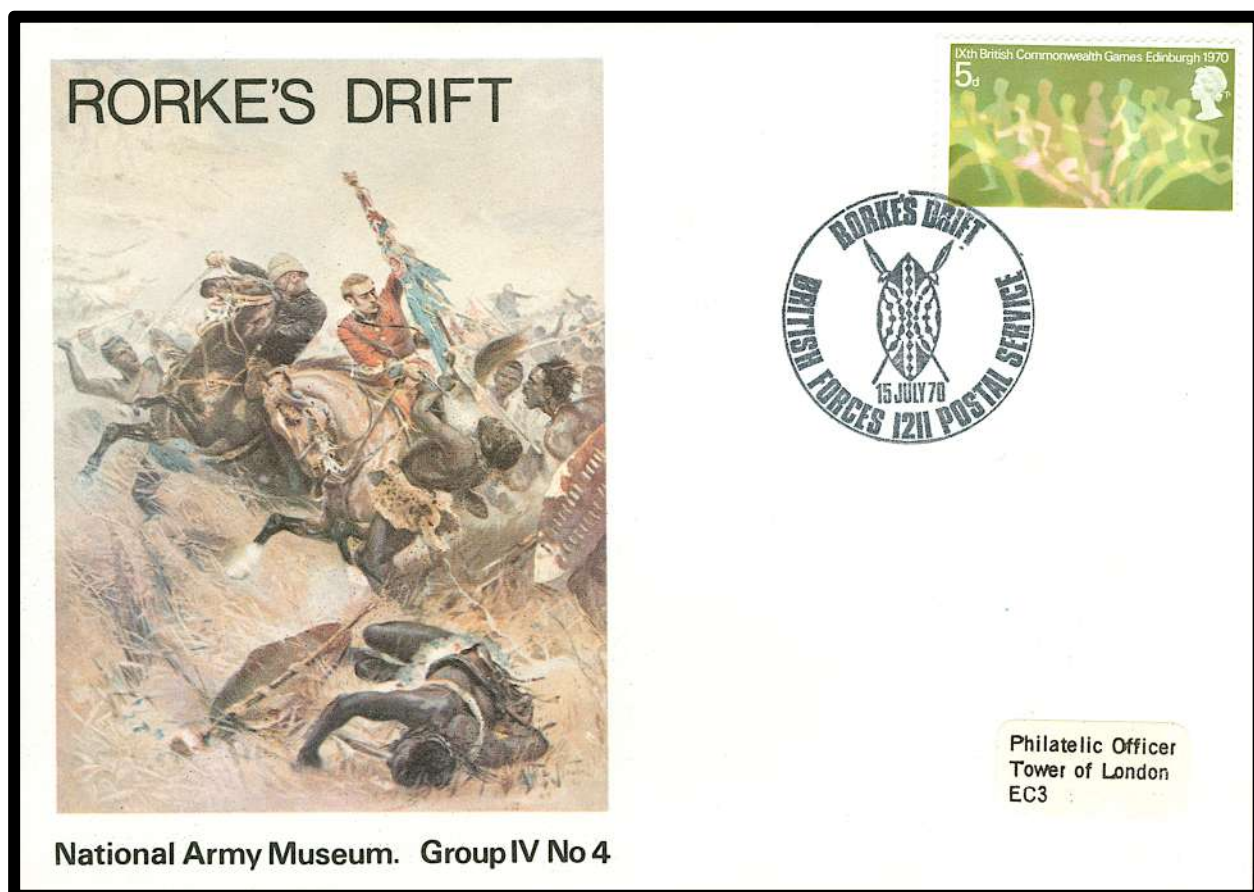


1979, n° 461
Bataille d'Isandlwana

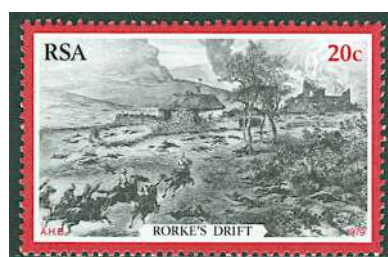
Le 22 et 23 janvier, un épisode héroïque eut lieu un peu plus loin, au poste de mission de Rorke's Drift : 139 soldats anglais réussirent à tenir tête à 5000 Zoulous. Onze parmi ces défenseurs héroïques reçurent pour cet exploit la Victoria Cross, la plus haute décoration militaire anglaise. Jamais la Victoria Cross n'a été attribuée en une seule fois à un aussi grand nombre.



1979 : FDC avec bloc 7. Effigies de Cetshwayo (1826-1884) et de Lord Chelmsford (1827-1905)



1970 : Enveloppe anglaise commémorant la bataille de Rorke's Drift



*1979, n° 463
Bataille de Rorke's Drift*

Après avoir reçu des renforts, Lord Chelmsford reprit petit à petit l'offensive, et les Zoulous, saignés à blanc, furent finalement vaincus le 4 juillet 1879, avec la prise d'Ulundi, la capitale de Cetshwayo.



*1979, n° 462
Prise d'Ulundi*

Un incident qui ébranla toute l'Europe eut lieu le 1^{er} juin 1879: le prince impérial Louis-Napoléon, fils de l'empereur déchu Napoléon III, fut tué par les Zoulous lors d'un banal raid de reconnaissance.

4) La première guerre anglo-boer et le retour à l'indépendance

Les Zoulous vaincus, les Boers demandèrent à la Grande-Bretagne de rendre son indépendance au Transvaal. Comme la réponse se fit attendre, les Boers proclamèrent le 16 décembre 1880 unilatéralement leur nouvelle indépendance, et ils élirent un triumvirat dirigé par Paul Kruger, assisté de Piet Joubert et de Marthinus Wessel Pretorius. Kruger s'occupait surtout de la politique, tandis que Joubert était plutôt le chef militaire.



1980, n° 484

Le triumvirat Paul Kruger, Piet Joubert et Marthinus Wessel Pretorius

Les Anglais envoyèrent un contingent pour rétablir l'ordre, mais le 27 février 1881, à Amajuba, ils furent battus par les troupes de Joubert. La Grande-Bretagne, vaincue, fut contrainte de reconnaître d'abord une indépendance sous condition (convention de Pretoria du 3 août 1881), la politique indigène et la politique étrangère restant entre les mains des Anglais.



1981, n°s 486/487

La bataille d'Amajuba

Cela irrita au plus haut point de nombreux Boers, qui se lancèrent dans un nouveau Trek, fondant d'éphémères petites républiques.

Il y eut par exemple la *Nieuwe Republiek*, avec Vrijheid comme capitale (1884-1888) et le *Stellaland*, avec Vrijburg comme capitale (1882-1885).

Ces nouvelles petites républiques émirent des timbres-poste :



*Timbre-poste du Stellaland
1884, n° 5 (fac-similé)*



Timbre-poste de la Nieuwe Republiek

Finalement, avec la convention de Londres de 1884, le Transvaal retrouvait son indépendance totale. Ces succès militaires et diplomatiques firent qu'un grand nombre de Boers vint à nouveau s'installer dans les deux républiques indépendantes. Cet afflux de population blanche se fit cependant au détriment de la population noire, qui était réduite, soit à se mettre au service des Blancs, soit à vivre dans quelques territoires de moindre qualité.

La Zuid-Afrikaansche Republiek, ayant retrouvé son indépendance, recommença déjà en 1882 à émettre à nouveau ses propres timbres



1885, n° 74



1885, n° 75



1885, n° 76



1887, n° 77

Nouveaux timbres-poste de la deuxième Zuid-Afrikaansche Republiek

Pendant ce temps, la Grande-Bretagne accorda progressivement une plus grande autonomie à ses colonies du Cap et du Natal.

Au Cap, une première constitution entra en vigueur en 1853. C'était un premier pas, suivi en 1872 d'une réforme constitutionnelle qui accordait un plus grand pouvoir à un premier ministre responsable devant le parlement local. Au Natal également, une constitution fut octroyée en 1857, donnant une plus grande autonomie législative à la colonie.

Ces mesures attirèrent un grand nombre de nouveaux colons venus d'Europe, et au Natal, on importa un grand nombre de travailleurs indiens pour travailler à la culture de la canne à sucre.

Le Cap et Natal avaient leurs propres timbres, en tant que colonies britanniques



1886, n° 33



1885, n° 34



1884, n° 35

Timbres-poste de la colonie du Cap



1884, n° 43



1884, n° 44



1887, n° 47

Timbres-poste du Natal

6) L'impérialisme britannique (1884-1899)

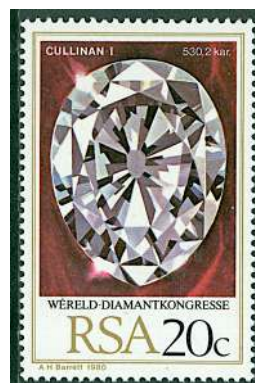
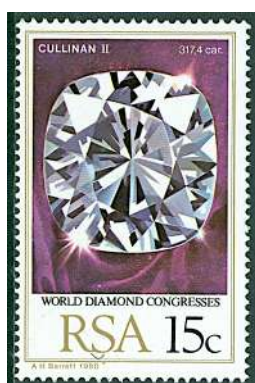
Deux choses ont fortement influencé la politique britannique envers l'Afrique australe : le diamant et l'or.

Les premiers diamants furent découverts en 1867, en plein pays griqua. Les pierres étaient de la plus belle eau, et rapidement, les prospecteurs arrivèrent en masse dans la région à la confluence de l'Orange, du Vaal et du Harts. Une ville-champignon, Kimberley, se développa à partir de 1871 en un temps record : elle devint rapidement la seconde ville d'Afrique du Sud.

L'État libre d'Orange, le Transvaal et la Grande-Bretagne proclamèrent tous trois leurs prétentions sur la région et ses richesses. Robert Keate, le gouverneur du Natal, parvint à réunir les trois parties et attribua la zone contestée à la Grande-Bretagne : c'était pour le moins une étrange négociation, dans laquelle Londres était à la fois juge et partie. Suite à cet arbitrage, le "Keate Award", l'annexion de la région diamantifère fut officiellement réalisée le 27 octobre 1871.



1966, n° 298-302



1980, n°s 476/477

Les diamants sud-africains

En ce qui concerne l'or, le Transvaal eut la chance, en 1886, de découvrir sur son territoire le principal gisement aurifère mondial. En quelques années, les extractions d'or allaient faire du Transvaal un état prodigieusement riche, et donc convoité. Une nouvelle ville fut créée, et elle reçut le nom de Johannesburg. Six ans après la création des premières maisons en 1886, la ville comptait déjà 80.000 habitants !



1936, n°s 76-77

Mine d'or



1986, bloc 18
Mines d'or autour de Johannesburg

Cette soudaine et immense richesse du Transvaal allait évidemment être la source de conflits : la Grande-Bretagne ne pouvait pas tolérer un état riche et puissant qui entraverait l'établissement de sa propre suprématie en Afrique du Sud. Comme les traités et les conventions empêchaient une action directe, la Grande-Bretagne opta pour une solution d'encerclement : ils isolèrent les républiques boers en les ceinturant par un ensemble de territoires britanniques.

L'homme qui symbolise à lui seul l'impérialisme britannique pendant le règne de la reine Victoria est sans conteste Cecil Rhodes. Né en 1853, il fut un homme d'affaires génial, qui accumula rapidement une immense fortune. Il investit ses capitaux dans des concessions diamantifères, et fonda en 1888 la De Beers Company, qui exerça un quasi-monopole sur les mines de diamant sud-africaines.



Rhodésie du Sud, 1940, n° 56



Rhodésie du Sud, 1953, n° 74

Cecil Rhodes (1853-1902)

Avec sa fortune, et avec l'appui de Londres, il fonda en 1889 la "British South Africa Company". Cela lui donne pratiquement tous les droits sur un territoire immense au nord du Limpopo, entre l'Angola et le Mozambique. Il s'occupa à construire de nombreux chemins de fer, reliant les grands centres diamantifères et aurifères à la mer, bien sûr en territoire anglais. Il fonda en 1890 le fort de Salisbury, qui deviendra plus tard la capitale de la Rhodésie du Sud. Il contrôlait toute l'Afrique centrale, de la frontière nord du Transvaal au lac Tanganyika. Ces régions deviendront plus tard la Rhodésie du Sud (Zimbabwe), la Rhodésie du Nord (Zambie) et le Nyassa (Malawi). Il avait une grande ambition : réaliser en Afrique, au profit de la Grande-Bretagne, l'axe Le Caire-Le Cap.

La “ British South Africa Company ” émit ses propres timbres de 1890 à 1908



1892, n° 16



1896, n° 28



1898, n° 57



1898, n° 58

Timbres de la “ British South Africa Company ”

Environnées par le Basutoland, devenu protectorat britannique en 1868, par le Swaziland, rattaché à Londres en 1884, et par le Bechuanaland, devenu également protectorat en 1884, les républiques boers étaient désormais totalement enclavées.

En 1890, Cecil Rhodes était devenu le premier ministre de la colonie du Cap. Il s'efforça de fomenter des troubles au Transvaal, en soutenant les “Uitlanders”, c'est-à-dire les nombreux étrangers qui s'étaient fixés au Transvaal, attirés par l'appât de l'or, mais qui n'avaient rien de commun avec les Boers.

Mais Paul Kruger, devenu en 1883 président du pays, parvint à faire échouer ces plans, ayant eu vent du complot, qui était cependant bien préparé aussi bien sur le plan politique que militaire. Le Transvaal était en 1895 le grand vainqueur, aussi bien sur le plan diplomatique et politique que sur le plan militaire. Cecil Rhodes démissionna en 1896, et il s'éteignit en 1902.

Mais l'Angleterre, dont la puissance était à son apogée, ne prétendait pas mettre fin à sa politique expansionniste. Trois hommes réussirent, au prix d'une longue et âpre guerre, là où Rhodes avait échoué : le premier ministre anglais Lord Salisbury, le ministre des colonies Joseph Chamberlain, et le gouverneur britannique au Cap, Alfred Milner. Tous les trois intransigeants, ils jugèrent que tôt ou tard, il faudra faire la guerre pour détruire les républiques boers, qui entravaient les visées anglaises sur toute l'Afrique australe.



Lord Salisbury (1830-1903)



Joseph Chamberlain (1836-1914)
(Extrait de Wikipedia)



Alfred Milner (1854-1925)



1955, n° 215
Paul Kruger (1825-1904)

Des pseudo-négociations eurent lieu, mais Paul Kruger se rendait parfaitement compte qu'elles ne servaient qu'à gagner du temps pour la Grande-Bretagne à préparer la guerre. Il savait que le temps travaillait contre lui.

7) La guerre des Boers (1899-1902)

Conscients du danger, les présidents Steyn de l'État libre d'Orange et Kruger du Transvaal conclurent une alliance et achetèrent des armes en Europe. La sympathie européenne et américaine leur était acquise, aussi bien dans la presse que dans l'opinion publique.



1971, n° 331
Les présidents Marthinus Steyn (Orange) et Paul Kruger (Transvaal)

Acculés à la guerre par l'intransigeance anglaise, les deux présidents adressèrent le 9 octobre 1899 un ultimatum aux Britanniques, et le 11, c'était la guerre.

Les républiques boers disposaient d'environ 30.000 combattants, tandis que les forces britanniques comptaient environ 27.000 hommes. L'armement des Anglais était nettement supérieur, mais les Boers avaient une excellente connaissance du terrain et formaient une armée cohérente, prête à se battre jusqu'au bout.



1999, n°s 1094/1095
Soldats boers Soldats anglais

Dans un premier temps, les Boers eurent l'avantage : ils infligèrent partout des défaites aux Anglais, grâce à leur mobilité face aux troupes anglaises inadaptées, maladroitement et lentes.

Malheureusement, au Natal, Piet Joubert ne profita pas de son avantage et ne donna pas la chasse aux Anglais aux abords, oubliant ainsi d'occuper Durban.

Sur le front de l'Orange, la ville de Mafeking fut assiégée par les 5000 hommes de Piet Cronjé. La ville tint pendant sept mois : elle était défendue par Robert Baden-Powell, qui sera plus tard le fondateur du mouvement scout. Il immobilisa ainsi une grande partie des forces boers pendant 217 jours.



1982, n° 500



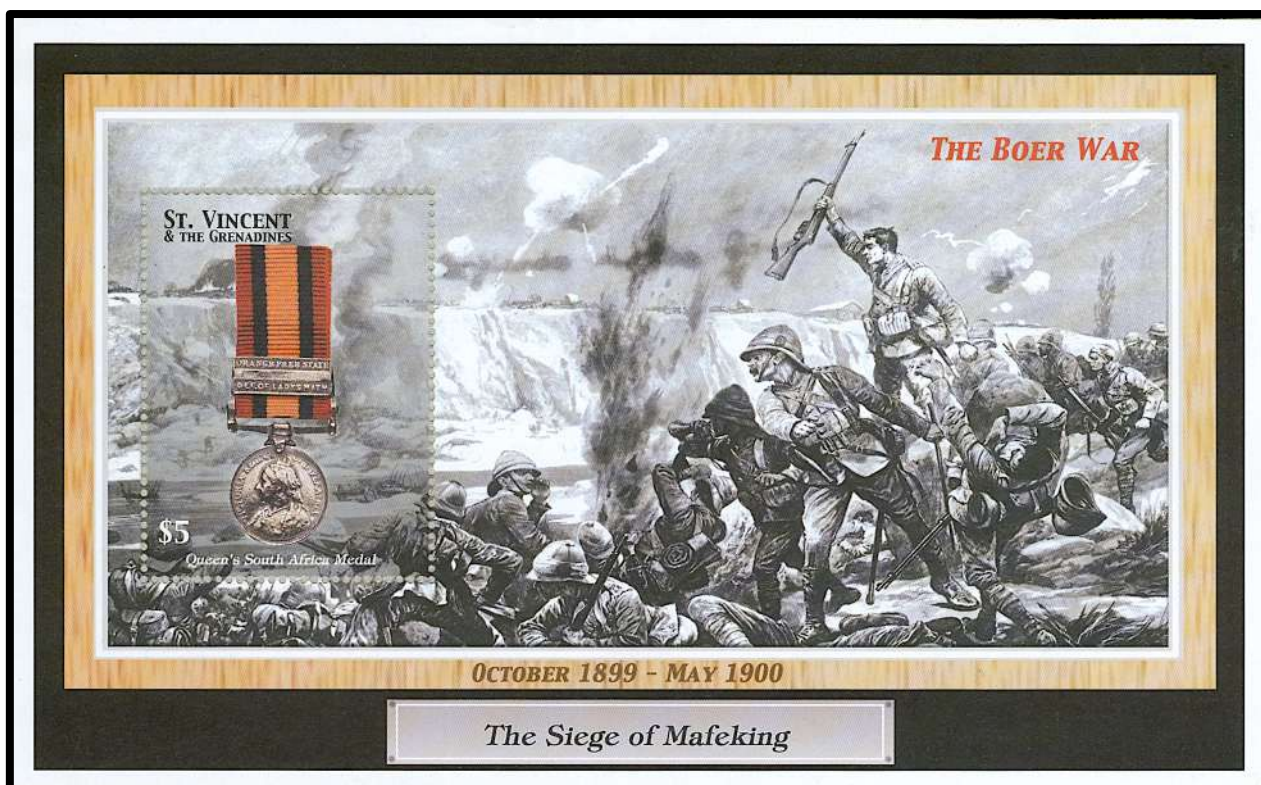
Man, 2000, n° 906
Robert Baden-Powell à Mafeking (1857-1941)



Bophuthatswana, 1982, n° 87



*1982, carte maximum avec le n° 500
Robert Baden-Powell pendant le siège de
Mafeking*



*St. Vincent, 2002, bloc 544
Le siège de Mafeking*

À partir du 23 mars 1900, Baden-Powell décida d'instaurer un service postal dans la ville de Mafeking assiégée. Il fit d'abord surcharger des timbres du Cap et du Bechuanaland avec la mention "Mafeking besieged".

Début avril, il fit confectionner deux timbres, l'un représentant Warner Goodyear à vélo, le leader du "Mafeking Cadet Corps", l'autre Baden-Powell lui-même.



Timbres du siège de Mafeking (fac-similés)

Fin 1899, les Boers avaient partout l'avantage, mais ils commirent l'erreur d'immobiliser 20.000 de leurs combattants dans des opérations n'ayant qu'un faible intérêt stratégique. Le général anglais Redvers Buller, nouveau commandant en chef, débarqua alors au Cap avec d'importants renforts. Il divisa son armée de 50.000 hommes en trois colonnes, mais le résultat de cette triple offensive fut désastreux : partout les Boers restaient vainqueurs, infligeant de sévères défaites aux Britanniques.

La Grande-Bretagne se devait de réagir : Buller fut remplacé par Frederick Roberts, qui avait un soldat glorieux comme chef d'état-major : Lord Kitchener, le vainqueur de Khartoum. 200.000 soldats britanniques furent envoyés contre les 40.000 Boers encore en état de combattre.

La guerre entraînait dans une deuxième phase : cette fois-ci, l'énorme machine de guerre anglaise allait, comme un rouleau compresseur, écraser les Boers qui subissaient défaite sur défaite. Le 27 février 1900, Cronjé dut capituler, après une résistance héroïque, avec ses 4000 combattants du Transvaal. Louis Botha dut évacuer le Natal. En mars 1900, De Wet dut laisser Bloemfontein, la capitale de l'État libre d'Orange, aux Anglais. Le 5 juin 1900, les Anglais entrèrent à Pretoria. Les deux républiques boers cessèrent officiellement d'exister.

Le vieux président Kruger s'embarqua en octobre 1900 pour l'Europe. Il y reçut partout un accueil triomphal et enthousiaste, mais il n'obtient que de la sympathie, sans aucune aide concrète. Il mourut en Suisse le 14 juillet 1904, ayant refusé de devenir un sujet britannique.



Vignette espagnole de soutien au président Kruger

Mais la guerre allait entrer dans une troisième phase : celle de la guérilla. Durant presque deux années, une guerre de harcèlement succéda à la guerre conventionnelle. Les Boers étaient passés maîtres dans cette forme de guerre, causant de grandes pertes chez les Anglais, qui vivaient dans une insécurité constante. Deux grands leaders s'illustrèrent dans cette guérilla : Christiaan de Wet et Jan Smuts.

En novembre 1900, Lord Kitchener succéda à Lord Roberts, et il engagea immédiatement la guerre totale, opérant des représailles sur les populations civiles. Il pratiqua la tactique de la terre brûlée, et entassa les femmes et les enfants dans des camps, qui sont devenus les véritables précurseurs des sinistres camps de concentration. 4.000 femmes et 22.000 enfants périrent en quelques mois dans ces camps de la mort lente.



1976, n° 409

Emily Hobhouse, journaliste anglaise qui critiqua avec violence et acharnement dans la presse les atrocités britanniques en Afrique du Sud (1860-1926)

Epuisés, le président Steyn de l'ex-État libre d'Orange et le vice-président Burger de l'ex-Zuid-Afrikaansche Republiek durent accepter en avril 1902 l'ouverture de négociations. Les cinq leaders Louis Botha, Koos de la Rey, Jan Smuts, Christiaan De Wet et James Barry Munnik Hertzog partirent pour Pretoria, et y signèrent le 31 mai 1902, avec Kitchener et Milner, le traité de paix de Vereeniging : les Boers étaient devenus les sujets de Sa Majesté britannique.



1975, n° 383

Jan Smuts (1870-1950)



1968, n°s 313

James Barry Munnik Hertzog (1866-1942)

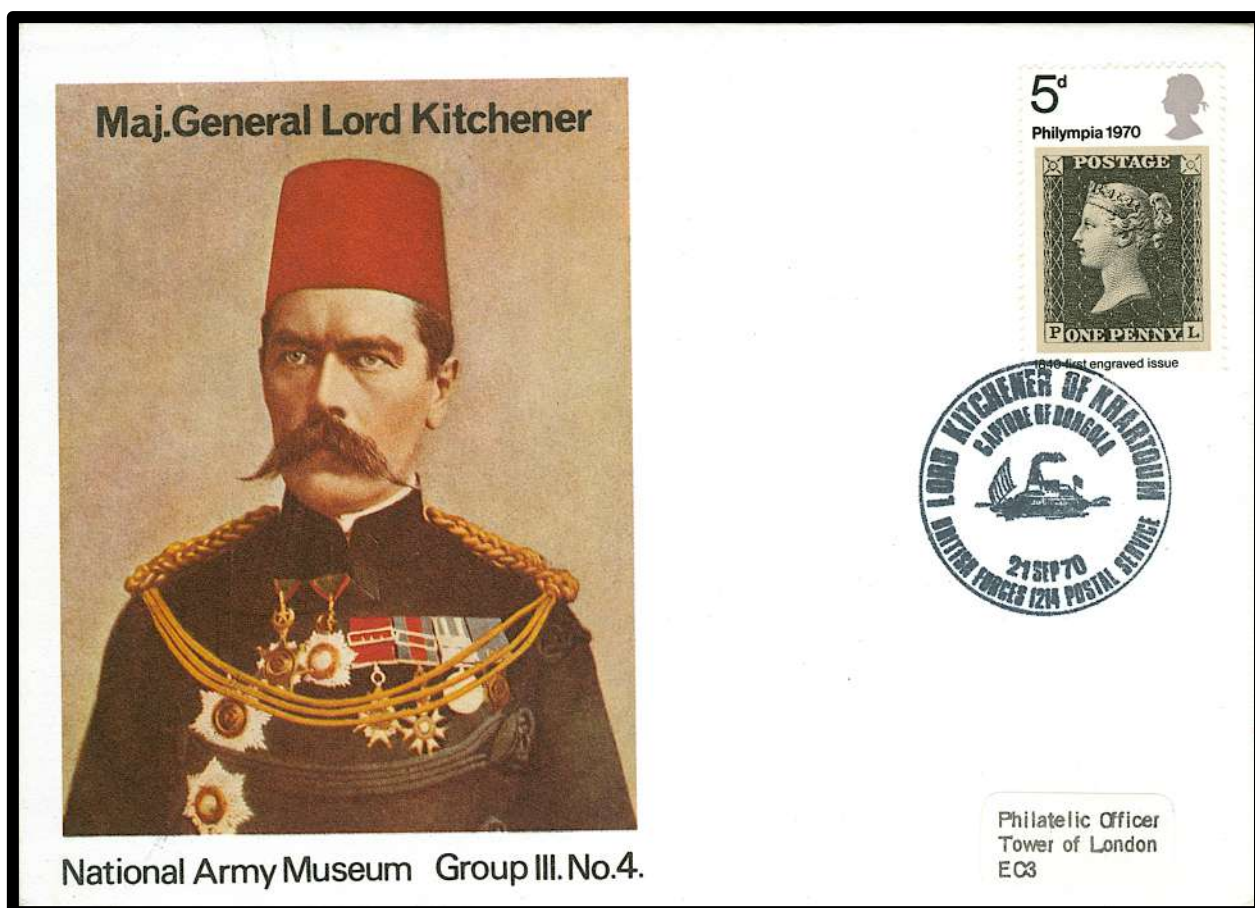


2002, bloc 84

Lord Kitchener et Christiaan De Wet signant le 31 mai 1902 le traité de paix de Vereeniging



*Man, 2000, n° 907
A droite, Lord Kitchener (1850-1916)*



*Grande-Bretagne, 1970
Enveloppe britannique avec l'effigie de Lord Kitchener*

Un des personnages qui ont marqué cette guerre en Angleterre est le jeune Winston Churchill. Âgé de 25 ans, il partit pour l'Afrique du Sud comme correspondant de guerre pour le "Morning Post". Il fut capturé par les Boers et interné dans un camp de prisonniers de guerre à Pretoria. Il parvint à s'évader, et après un périple de 480 kilomètres, il atteignit Lourenço Marques. Il retourna en 1900 en Afrique du Sud, et y participa à la prise de Ladysmith et de Pretoria. La notoriété qu'il obtint grâce à ces exploits lui furent d'une grande utilité dans sa future carrière politique.



2000, n° 1127B (à droite)



Grande-Bretagne, 1974, n° 738

Le jeune Winston Churchill (1874-1965)

Peu de timbres furent émis pour commémorer cette guerre atroce. En Afrique du Sud, un carnet fut émis en 2002 comprenant six timbres et un bloc. Il est étonnant que ces timbres représentent des personnages qui n'ont joué qu'un rôle tout à fait secondaire dans la guerre (Sol Plaatje, Johanna Brandt, Arthur Conan Doyle, Winston Churchill, J.D. Kestell, Thomas Crean) ! L'honneur n'a absolument pas été donné aux chefs militaires.



2002, Carnet C1094a

Du point de vue postal, dès la prise du Transvaal par les Britanniques en 1900, les timbres locaux furent surchargés par V.R.I. (Victoria Regina Imperatrix), et à partir de 1901 par E.R.I. (Eduardus Rex Imperator).

Après vinrent des timbres à l'effigie d'Édouard VII, avec la mention "Transvaal".



1900, n° 124



1901, n° 136



1902, n° 148

Timbres-poste du Transvaal sous administration britannique

Orange connut la même évolution : d'abord les surcharges V.R.I. et E.R.I., suivies des timbres à l'effigie du roi Édouard VII, et la mention "Orange River Colony".

En 1900, des timbres du Cap furent également surchargés "Orange River Colony".



1900, n° 23



1902, n° 37



1900, n° 32



1905, n° 49

Timbres-poste d'Orange sous administration britannique

8) La reconstruction et l'Union sud-africaine, dominion britannique (1902-1961)

La signature de la paix laissait les Boers meurtris et économiquement ruinés. Mais la Grande-Bretagne eut l'intelligence, après une "sale" guerre, d'entreprendre rapidement une politique de reconstruction et de redressement économique. Il n'était évidemment pas question de rendre l'indépendance aux deux républiques vaincues, mais l'Angleterre essaya de réconcilier les deux peuples blancs. Le but final était de faire de l'Afrique australe un territoire blanc sous contrôle anglais. Afin d'angliciser le pays, l'Angleterre stimula une immigration britannique massive, mais elle ne réussit jamais à faire de la langue afrikaans une langue de second ordre, ni d'enrayer le sentiment nationaliste afrikaner.

Pour faire redémarrer l'économie, elle développa la production de l'or. Comme main-d'oeuvre, 60.000 Chinois et noirs furent engagés. Cela stimula l'industrie, mais l'agriculture restait en crise, entraînant un exode rural et créant un prolérariat blanc autour des villes.

En 1906, une dernière révolte des Zoulous, commandés par Bhambatha fut rapidement et fermement réprimée. Bhambatha s'était opposé au paiement d'une taxe sur les huttes, ce qui fait qu'il est considéré actuellement comme un précurseur de la lutte contre l'apartheid.



2006, n° 1379
Centenaire de la rébellion de Bhambatha

Dès 1907, l'Angleterre autorisait des gouvernements responsables et l'élection de parlements dans le Transvaal et l'Orange. Louis Botha et Abraham Fischer devinrent les premiers ministres de ces deux colonies.

Dès le début de 1907, des négociations commencèrent pour fusionner les quatre provinces de l'Afrique australe. Ces difficiles négociations aboutirent, malgré le problème de la capitale, qui fut résolu par un compromis : Pretoria serait la capitale administrative et le siège de l'exécutif, Le Cap serait la capitale parlementaire et Bloemfontein la capitale judiciaire. Un gouverneur général serait nommé par Londres pour cinq ans. Un cabinet présidé par un premier ministre aurait la charge de l'exécutif, et le pouvoir législatif serait exercé par deux chambres élues.

Le 11 mai 1909, l'accord fut signé et finalement, le roi britannique signa le 31 mai 1910 la constitution de l'Union sud-africaine. Le hollandais et l'anglais étaient les deux langues officielles, mais en 1925, le hollandais fut remplacé par l'afrikaans. Le nouvel état autonome devenait un dominion britannique, comme le Canada et l'Australie. Le Basutoland, le Bechuanaland et le Swaziland furent exclus de l'Union et restèrent des colonies britanniques.



1910, n° 1
Premier timbre de l'Union sud-africaine.
Le roi George V, avec les armoiries des quatre parties de l'Union : Natal, Le Cap, Orange et Transvaal

Mais il ne faut pas se faire d'illusions : l'accord était en premier lieu la conséquence d'une solidarité blanche, aussi bien politique qu'économique, en face des indigènes.

Le premier cabinet fut présidé par Louis Botha, l'ancien général boer. Dès 1911, le parti sud-africain, avec Jan Smuts et Louis Botha comme leaders, était constitué. Il s'était fixé pour but de militer pour la réconciliation et l'union des communautés blanches.

Botha et Smuts trouvèrent rapidement en face d'eux un farouche opposant, en la personne de James Barry Munnik Hertzog, qui quitta le parti pour fonder le parti national, qui défendait la prédominance des Boers, refusant toute assimilation avec les "étrangers" anglophones.



1968, n°s 313/315

James Barry Munnik Hertzog (1866-1942)

Un deuxième problème restait celui des Noirs, qui avaient enfin renoncé à la lutte armée, et s'étaient organisés en fondant en 1912 le South African Native National Congress (qui deviendra en 1923 l'African National Congress, l'ANC), pour défendre leurs droits.

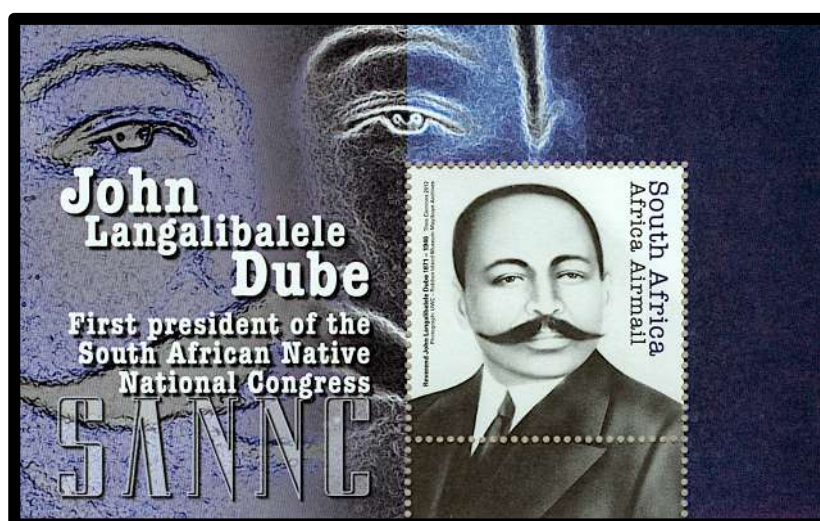
Une loi fut votée en 1913 pour diviser l'immense territoire en terres réservées aux Blancs, d'autres aux Noirs. Mais c'est surtout le prolétariat blanc qui s'opposa aux Noirs, craignant que les Noirs allaient les supplanter dans les mines et les usines.



2012, n° 1650

100^e anniversaire du South African Native National Congress

(Thomas Mapikela, Walter Rubusana, John Dube, Saul Msane et Sol Plaatje)



2012, bloc 132

John Langalibalele Dube, premier président, de 1912 à 1917, du South African Native National Congress, qui allait devenir l'ANC en 1923

Quand la première guerre mondiale éclata, Smuts et Botha se rangèrent aux côtés des Britanniques, fournissant des contingents qui se battirent avec vaillance en Europe et en Afrique. Cela faillit provoquer une guerre civile, les adeptes de Hertzog refusant l'entrée en guerre de leur pays au côté des Anglais.

La défaite allemande donna à l'Afrique du Sud dès 1915 le protectorat sur le Sud-Ouest africain, la future Namibie.

À la mort de Louis Botha en 1919, Jan Smuts lui succéda comme premier ministre. Mais aux élections de 1920, le parti "indépendantiste" de Hertzog obtint un franc succès, et Smuts dut chercher des alliances pour rester au pouvoir. Après la fusion de deux partis, Smuts retrouva une majorité confortable, face au parti national de Hertzog.



*1975, n° 383
Jan Smuts (1870-1950)*

Une grande crise éclata en 1922, suite à la baisse brutale du prix de l'or. Afin de garder leurs bénéfices, les dirigeants miniers, capitalistes endurcis, décidèrent de remplacer 4000 ouvriers blancs par des Noirs, qui acceptaient des salaires dix fois inférieurs. Le prolétariat blanc se souleva et une véritable émeute éclata dans la région aurifère de Witwatersrand. L'insurrection fut écrasée, mais il y eut des centaines de morts parmi les révoltés.

Aux élections de 1924, c'est le parti national de Hertzog qui obtint la majorité. Il avait un but précis: faire renaître le nationalisme afrikaner et limiter les droits des non-blancs. En 1925, il remplaça le hollandais comme deuxième langue officielle par l'afrikaans, et en 1928, il remodela le drapeau national, qui comportait désormais au centre, outre l'Union Jack, les anciens drapeaux des républiques boers d'Orange et du Transvaal. Aux élections de 1929, il obtint la majorité absolue. Mais, suite à la crise économique, Hertzog eut l'intelligence de se rapprocher de Smuts, afin de pratiquer une union nationale face à la crise. Grâce à une production accrue d'or, la crise fut plus facilement surmontée ici qu'en Europe et aux États-Unis.



1960, n° 230



1977, n° 441

Le nouveau drapeau sud-africain



1973, n°s 347/349

Cornelis Jacobus Langenhoven (1873-1932)

*Écrivain et politicien qui oeuvra pour la reconnaissance de la langue afrikaans.
Il est l'auteur des paroles de l'hymne national ("Die Stem van Suid-Afrika")*

Hertzog fut premier ministre jusqu'en 1939. Pendant son long gouvernement, la situation se caractérisa surtout par une nette recrudescence de "l'afrikanerdom" : les Boers refusèrent de plus en plus de se laisser angliciser, et ils mirent de plus en plus l'accent sur l'entité boer: ils voulaient à tout prix continuer à parler leur langue, à pratiquer leur religion, à vivre selon leurs traditions et à entretenir leur culture. Le tout était dominé par l'idée que Dieu les avait prédestinés à être les maîtres en Afrique australe. C'est sur cette idée que repose toute la politique ultérieure de l'apartheid. Cette attitude de retour à la pureté du début prit une dimension résolument militante vers les années 1930. C'est dans ce sens qu'en 1938, le centenaire du "Grand Trek" fut commémoré comme le point de départ d'une véritable renaissance de "l'afrikanerdom".

C'est dans ce même esprit que de plus en plus de lois furent votées pour étendre la ségrégation raciale. La plus importante date de 1936 : elle privait les Noirs du Cap de tous leurs droits électoraux, dont ils jouissaient cependant depuis 1853.

L'entente entre le parti national de Hertzog et le parti sud-africain de Smuts se brisa dès le début de la deuxième guerre mondiale : Smuts se rangeait aux côtés de l'Angleterre, tandis que Hertzog visait à une stricte neutralité. Aux élections de fin 1939, Hertzog fut battu, et Smuts redevint premier ministre. Il conserva cette charge jusqu'en 1948. Fatigué et déçu, Hertzog se retira de la politique, et il mourut en 1942.

Les troupes sud-africaines se battirent bien, surtout sur les champs de bataille d'Afrique du Nord et d'Italie.

Mais Smuts avait fait entrer l'Afrique du Sud en guerre contre la volonté de la plupart des Afrikaners. Honoré en Grande-Bretagne comme un allié fidèle, il était de plus en plus contesté dans son propre pays. Après le départ de Hertzog, c'est Daniël François Malan qui reprit le flambeau de l'opposition. Il insista dans sa campagne électorale sur la nécessaire solidarité entre les Blancs, proclamant "la race blanche en danger". Il fut le véritable père de l'apartheid, c'est-à-dire une complète séparation politique et sociale entre les composantes humaines de la population de l'Afrique du Sud.



1974, n° 354

Daniël François Malan (1874-1959)

Aux élections de 1948, Malan obtint une grande victoire. Smuts, battu, ne fut même pas réélu. Il mourut en 1950.

Dès son entrée en fonction comme premier ministre, en 1948, Malan fit voter des lois instaurant définitivement l'apartheid : il refusait ainsi la logique de l'intégration qui serait fatale, selon lui, à la minorité blanche. Il y eut entre autres une loi interdisant les mariages mixtes, et même une loi interdisant les relations sexuelles entre races différentes, d'autres réglant l'apartheid dans les lieux publics, dans les transports publics, etc. Le tout avec la bénédiction bénévole de l'église hollandaise réformée d'Afrique du Sud.

Pendant le gouvernement de Malan, l'on vit le début de la création des "Bantustans", c'est-à-dire des territoires concédés aux noirs, où ils jouissaient d'une certaine autonomie.

Âgé de 80 ans, Malan démissionna en 1954, et Johannes Gerhardus Strijdom prit sa succession comme premier ministre, jusqu'en 1958. À sa mort en 1958, c'est Hendrik Verwoerd qui prit sa place. C'était un ardent nationaliste, adepte d'un apartheid sans concessions. Il œuvra pour la rupture totale des liens avec la Grande-Bretagne. Dès 1957, l'Union Jack et le "God save the Queen" avaient déjà été supprimés.



*1966, n°s 306/308
Hendrik Verwoerd (1901-1966)*

Verwoerd organisa un référendum, pour faire de l'Afrique du Sud une république tout à fait indépendante. Ce référendum eut lieu le 5 octobre 1960, et Verwoerd obtint de justesse la victoire avec 52% des voix. Suite à ce référendum, la république fut officiellement proclamée le 31 mai 1961. Cela ne changeait objectivement pas grand-chose à l'état de fait : le gouverneur général britannique était simplement remplacé par un président de la république, sans véritable pouvoir.

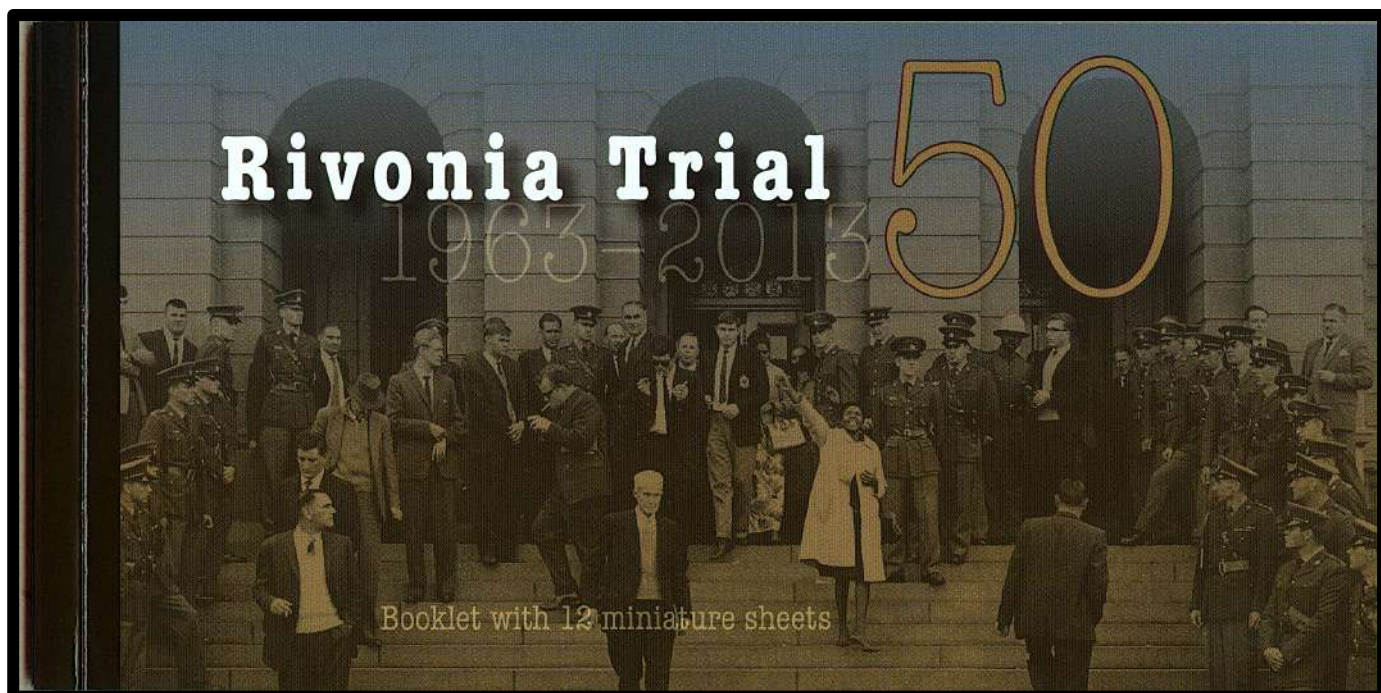
Les Noirs, de plus en plus opprimés, se révoltèrent en 1960, et l'émeute fut sévèrement réprimée, avec des dizaines de morts. Cela ouvrit enfin les yeux de la communauté internationale, qui allait, à partir de maintenant, insister de plus en plus pour obtenir l'égalité raciale.



1960, n° 229

*Les six premiers ministres d'Afrique du Sud, de 1910 à 1961:
Botha, Smuts, Hertzog, Malan, Strijdom & Verwoerd*

Début 1964 eut lieu le procès de Rivonia (nom du lieu où ils furent arrêtés), où les leaders de la branche militaire de l'ANC et leurs sympathisants furent jugés. Nelson Mandela, Walter Sisulu, Govan Mbeki, Elias Motsoaledi, Andrew Mlangeni, Ahmed Kathrada, Raymond Mhlaba et le Blanc Denis Goldberg furent condamnés à la prison à vie. Les Blancs Arthur Goldreich et Harold Wolpe parvinrent à s'échapper. James Kantor et le Blanc Lionel Bernstein furent les seuls à être acquittés.



2013, carnet C1770
Le "Rivonia Trial" de 1964, où les leaders de l'ANC furent condamnés

9) La république de l'apartheid (1961-1994)

Dans la nouvelle république, l'apartheid restait immuablement la pierre d'angle de la politique. Le 6 septembre 1966, Hendrik Verwoerd fut assassiné. Ce fut le ministre de la justice, Balthazar Johannes Vorster, qui prit la succession, jusqu'en 1978. Avec lui, l'aile la plus dure du nationalisme afrikaner accédait au pouvoir. Il se battit surtout sur le plan international, pour justifier la politique d'apartheid, et pour faire accepter la mainmise de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest africain.



1978, n°s 451/452
Balthazar Johannes Vorster (1915-1983)



Sud-Ouest africain, 1968, n°s 294/299
Charles Swart (1894-1982), président de 1961 à 1967



1968, n°s 311/312
Jacobus Fouché (1898-1980),
président de 1968 à 1975



1975, n°s 381/382
Nicolaas Diederichs (1903-1978),
président de 1975 à 1978

Les trois premiers présidents de la république d'Afrique du Sud

Quand l'apartheid devint la doctrine officielle du gouvernement nationaliste, les Noirs avaient déjà commencé à s'organiser. La contestation fut essentiellement menée par le parti communiste, et grâce au développement de l'African National Congress (ANC). Cela sera repris dans les prochains chapitres.

Après avoir été douze ans premier ministre, Vorster accéda à la présidence en 1978, mais il dut se démettre en 1979 après un scandale financier. Il fut remplacé à la présidence par Marais Viljoen, qui occupa la fonction jusqu'en 1984.



1981, n° 491

Marais Viljoen (1915-2007)



1981, n° 490

*L'ensemble des premiers présidents de la République sud-africaine :
Charles Swart, Jacobus Fouché, Nicolaas Diederichs & Balthazar Jacobus Vorster*

En 1978, Pieter Willem Botha succéda à Vorster comme premier ministre, à la tête du gouvernement. Il fut premier ministre de 1978 à 1984, ensuite président de 1984 à 1989. Il dut faire face à des pressions internationales de plus en plus fortes contre l'apartheid, et à une nette recrudescence de la réaction noire dans son propre pays. À partir de 1978, il y eut de plus en plus d'émeutes et d'attentats de la part de la population noire, qui n'acceptait plus d'être considérée comme une partie inférieure et sans droits de la population. La situation devint de plus en plus difficile, car la croissance de la population noire était beaucoup plus forte que celle des Blancs.



1984, n°s 573/574

Pieter Willem Botha (1916-2006)

Cela provoqua en 1983-1984 un début de rupture avec la doctrine d'apartheid : une nouvelle constitution entra en vigueur le 3 septembre 1984. Elle accordait surtout des droits aux métis et aux Indiens, mais pas encore aux Noirs. Pour les Noirs, on parlait du point de vue qu'ils n'avaient pas besoin d'être inclus dans les lois assouplissant l'apartheid, car ils disposaient de leurs "Bantustans" (chapitre suivant).

Mais dès 1986, suite aux problèmes intérieurs et à la réprobation internationale, Botha dut accélérer les réformes. Il mit quelques points en évidence :

- Abandon du processus d'indépendance des "Bantustans".
- Acceptation d'une citoyenneté unique.
- Participation possible de tous les citoyens au gouvernement.
- Affirmation de l'existence d'une seule nation constituée de minorités raciales.

En 1984, une adaptation de la constitution fut approuvée, avec l'instauration d'un régime présidentiel : les fonctions de premier ministre et de président furent confondues, et Pieter Willem Botha devint président, avec les pouvoirs de chef du gouvernement.

Lorsque Frederik Willem De Klerk accéda à la présidence en 1989, l'apartheid était à bout de souffle : il accéléra les réformes, fit libérer Nelson Mandela, et après des négociations sereines, lui céda la présidence en 1994. La transition se fit sans heurts majeurs, la plus grande partie de la population ayant compris depuis longtemps qu'à longue échéance, l'apartheid était condamné à disparaître. Quelques irréductibles continuèrent à s'opposer à toute émancipation des Noirs, mais l'inévitable eut lieu le 27 avril 1994 : le noir Nelson Mandela devint président de la république.



*1989, n°s 700/701
Frederik Willem De Klerk (1936-2021)*

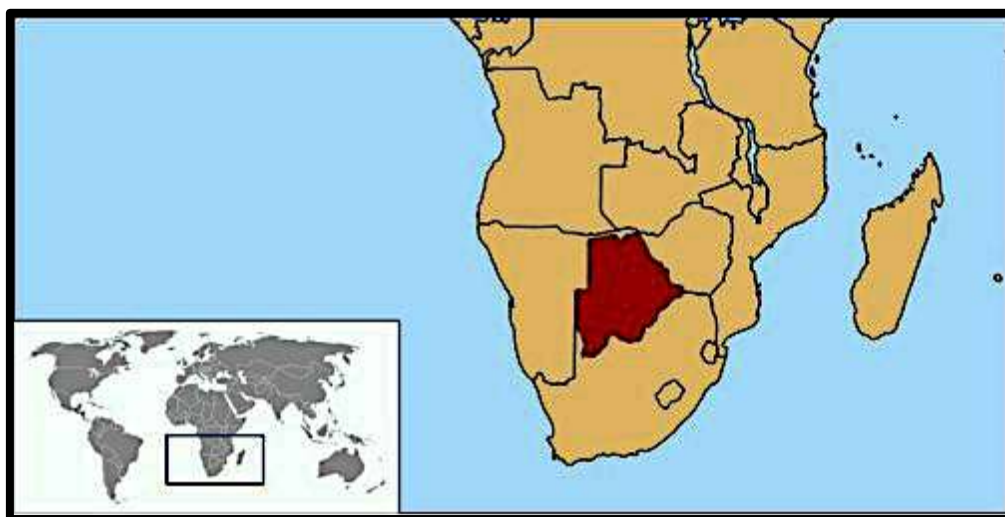
10) Les territoires noirs

A) Bechuanaland, Basutoland, Swaziland

1) Bechuanaland

Le Bechuanaland, ce qui signifie le pays des Batswana, est une région centrale de l'Afrique australe. Le territoire était composé de deux parties. La partie au sud de la rivière Molopo était une simple colonie britannique, avec Mafeking comme capitale. Cette partie fut incorporée le 16 novembre 1895 à la colonie sud-africaine du Cap. La partie au nord de la Molopo reçut en 1885 la statut de protectorat britannique. Initialement, les Batswana gardèrent une large autonomie, qui fut fortement limitée à partir de 1891. En 1890, après un accord avec l'Allemagne, le protectorat vit son territoire s'agrandir vers le nord. Un élément bizarre : le protectorat était administré à partir de Mafeking (actuellement Mafikeng), qui était situé hors du territoire!

Le 1^{er} mars 1965, le protectorat reçut le droit de posséder un gouvernement autonome, et il accéda le 29 septembre 1966 à l'indépendance, sous le nom de Botswana. La capitale est Gaborone.



Bechuanaland - Botswana (extrait de Wikipedia)

Les premiers timbres du Bechuanaland, à partir de 1886, étaient soit des timbres du Cap ou de Grande-Bretagne surchargés “British Bechuanaland”, soit des timbres propres à l’effigie de la reine Victoria, avec cette même mention. Ils avaient cours aussi bien dans la partie méridionale que dans la partie septentrionale du territoire.

Les timbres avec la surcharge “Bechuanaland Protectorate”, émis à partir de 1888, n’avaient cours que dans la partie du nord. Des timbres propres furent émis avec la mention “Bechuanaland Protectorate” de 1932 à 1964. En 1965, avec l’autonomie, des timbres mentionnant simplement “Bechuanaland” furent émis, sans le mot “Protectorate”, et à partir de 1966, les timbres propres du Botswana virent le jour.



*1887, n° 10
Surcharge ou texte “British Bechuanaland”*



1888, n° 24



*1891, n° 30
Surcharge “Bechuanaland Protectorate”*



1912, n° 28



1963, n° 133



1953, n° 92



1964, n° 136

Timbres-poste du Bechuanaland Protectorate (1932-1965)



1965, n°s 137/140

Timbres-poste de l'état autonome (1965-1966)



1968, n°s 192/194

Timbres-poste du Botswana (à partir de 1966)



2) Basutoland

Le Basutoland est un territoire dans le sud-est de l'Afrique australe. Il était occupé par le peuple sotho, dont le chef le plus célèbre fut sans conteste Moshoeshe I^{er} (1786-1870). Il fut le souverain du Basutoland de 1822 jusqu'à sa mort. Il était non seulement un grand guerrier, maître tacticien, mais également un diplomate habile et pragmatique. Il se rendait parfaitement compte que, malgré ses succès militaires sur le terrain, il ne pourrait pas contenir indéfiniment l'expansionnisme des Boers, et il fit appel à la Grande-Bretagne, qui fit en 1868 du Basutoland un protectorat britannique.

En 1871, le Basutoland fut rattaché à la colonie du Cap, mais cela provoqua de sanglantes révoltes, au point qu'en 1884, la Grande-Bretagne décida de séparer de nouveau le Basutoland, et d'en faire de nouveau un protectorat anglais. Cela dura jusqu'en 1965 : une autonomie partielle fut alors accordée au Basutoland, et le 4 octobre 1966, le pays accéda à l'indépendance sous le nom de Lesotho. La capitale est Maseru. C'est officiellement un royaume constitutionnel, mais il y règne une instabilité chronique.



Basutoland - Lesotho (extrait de Wikipedia)



1970, n°s 182/183

*Timbres-poste du Lesotho
Roi Moshoeshoe I^{er}*

Jusqu'en 1933, les timbres de l'Afrique du Sud étaient employés au Basutoland. À partir de 1933, le Basutoland émit ses propres timbres, qui, à partir de l'indépendance en 1966, furent remplacés par ceux du Lesotho.



1953, n° 45

Timbres-poste du protectorat britannique du Basutoland



1963, n° 83



1965, n°s 91/94

Autonomie partielle : mention Lesotho - Basutoland



1966, n°s 103/106
Timbres-poste du Lesotho
Rois Moshoeshoe I et II

3) Swaziland

Le Swaziland est un territoire dans la partie orientale de l'Afrique australe. Au XVIII^e siècle, le premier chef qui s'y imposa comme roi fut Ngwane III, le fils aîné du chef zoulou Shaka. Vers 1866, la région fut annexée par la Grande-Bretagne, mais lors de la convention de Pretoria, en 1881, l'indépendance du royaume du Swaziland fut reconnue. Cependant, dès 1889, le roi du Swaziland fut destitué, et le territoire redevint un protectorat, d'abord sous le contrôle combiné de la République Sud-africaine (Transvaal) et de la Grande-Bretagne, ensuite, en 1894, du Transvaal seul. Après la guerre anglo-boer, en mars 1902, le pays redevint un protectorat de la Grande-Bretagne. Le Swaziland reçut une certaine autonomie en 1967, et accéda à l'indépendance le 6 septembre 1968. C'est toujours un royaume.



Swaziland (extrait de Wikipedia)

En 1889, des timbres du Transvaal furent surchargés pour le Swaziland, lors du condominium Transvaal-Grande Bretagne. Ensuite, ce furent les timbres du Transvaal, puis de l'Union Sud-africaine qui eurent cours au Swaziland. Les premiers timbres propres pour le Swaziland datent de 1933.



1889, n° 6
1889: Timbre-poste du Transvaal surchargé "Swaziland"

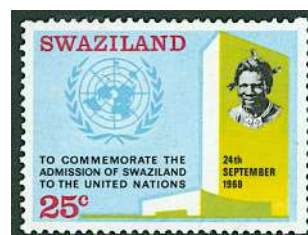
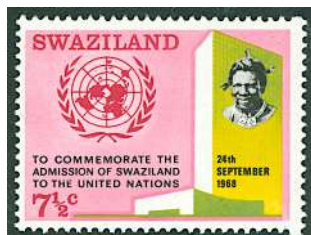


1953, n° 54



1963, n° 107

Timbres-poste du protectorat britannique



1969, n°s 176/179

Timbres-poste après l'indépendance

B) Les “Bantustans”

Les bantustans (en afrikaans: “tuisland”, en anglais “homeland”) étaient les régions créées durant la période d’apartheid, réservées aux populations noires. Ils y jouissaient à des degrés divers d’une certaine autonomie.

Dès le début de l’Union sud-africaine en 1910, les Blancs étaient partisans d’une ségrégation entre les populations noires et blanches. Mais ce fut surtout à partir de 1948, avec la victoire du parti national et la venue aux pouvoirs d’ardents partisans du nationalisme afrikaaner comme les radicaux Malan, Verwoerd et Vorster, que le système fut mis en place et organisé systématiquement. Il s’agissait de retirer la citoyenneté sud-africaine aux Noirs disposant d’un territoire pour leur donner la citoyenneté de leur bantustan. Le fait de soustraire artificiellement la population noire à la population sud-africaine permettait ainsi de rendre les Blancs majoritaires en Afrique du Sud, ce qui correspondait, dans l’esprit des nationalistes, à la volonté de Dieu et au contexte historique des pères fondateurs.

Au total, 13% de la superficie du pays furent occupés par ces bantustans. Hors de ces “réserves”, les Noirs étaient considérés comme des étrangers immigrés, ne disposant pas de droits civiques. Cela a amené tout un programme de déplacement des Noirs vers leurs bantustans respectifs, selon leur ethnie. On estime à 3,5 millions le nombre de personnes déplacées vers les bantustans entre 1960 et 1980. Le même système fut instauré dans le Sud-Ouest africain.

Quatre bantustans accédèrent à l’indépendance (une indépendance seulement reconnue par l’Afrique du Sud). Il s’agit du Transkei (26 octobre 1976), du Bophuthatswana (6 décembre 1977), du Venda (13 septembre 1979) et du Ciskei (4 décembre 1981).

Lorsque les lois d’apartheid furent progressivement atténuées, suite à la pression internationale et à une forte recrudescence des réactions noires, il devint clair que les bantustans n’avaient plus de sens : le système des bantustans fut officiellement dissous le 27 avril 1994, avec la passation de pouvoir entre Frederik De Klerk et Nelson Mandela.

Les quatre bantustans qui jouissaient d'une indépendance (toute relative), émirent leurs propres timbres.



*1976, n°s 18/21
Timbres-poste du Transkei*



*1977, n°s 18/21
Timbres-poste du Bophuthatswana*



*1979, n°s 1/4
Timbres-poste du Venda*



1981, n°s 1/4
Timbres-poste du Ciskei

C) Zoulouland

Nous avons déjà vu comment les grands chefs zoulous du XVIII^e et XIX^e siècle (Shaka, Dingane, Mpande, et finalement Cetshwayo) surent se maintenir dans la partie orientale de l'Afrique du Sud, y régnant grâce à leur génie guerrier et à leur manque total de scrupules.

Après la difficile victoire des Anglais contre Cetshwayo en 1879, l'anarchie et la guerre civile entre tribus sévissaient dans la région, au point que les Britanniques décidèrent en 1887 d'annexer tout le territoire, faisant du Zoulouland une colonie britannique. Le 31 décembre 1897, le Zoulouland fut rattaché au Natal.

Pendant la courte période où le Zoulouland fut une colonie britannique, des timbres du Natal et de la Grande-Bretagne furent surchargés "ZULULAND". En 1894, des timbres propres pour le Zoulouland, à l'effigie de la reine Victoria, furent émis.



1888, n° 1



1888, fisc.post. n° 1
Timbres du Zoulouland



1894, n°15

D) Griqualand West

Le peuple griqua est le résultat de mariages mixtes, entre des colons d'origine hollandaise et des indigènes Khoikhoi. Bien que très nomades, les Griquas s'installèrent surtout, sous la conduite d'abord d'Adam Kok, ensuite d'Andries Waterboer, dans le nord de la colonie du Cap. Ils y fondèrent le Griqualand West, et ils y vécurent dans une très large autonomie, jusqu'à la découverte de diamants.

Les premiers diamants furent effectivement découverts en 1867, en plein pays griqua. Cela provoqua une ruée d'aventuriers vers la région, et très rapidement, Kimberley, la petite capitale du pays griqua, devint en un temps record la deuxième ville d'Afrique du Sud.

L'État libre d'Orange, le Transvaal et la Grande-Bretagne proclamèrent tous trois leurs prétentions sur la région et ses richesses. Le 27 octobre 1871, le Griqualand West, victime de sa richesse, fut officiellement attribué à la Grande-Bretagne. Le pays devint donc une nouvelle colonie britannique, jusqu'en 1880, année où le Griqualand West fut rattaché à la colonie du Cap.

Des timbres du Cap furent surchargés pour la colonie britannique du Griqualand West. En 1874, une mention manuscrite avec une nouvelle valeur de 1d fut apposée sur des timbres de 4p. À partir de 1877, les timbres étaient d'abord surchargés avec la mention "G.W." (Griqualand West), ensuite seulement avec la lettre G de Griqualand. À partir de 1880, les timbres du Cap furent employés.



1874, n° 1



1877, n° 2



1877, bloc de 4 du n° 5

Timbres-poste du Griqualand West (fac-similés)

11) L'Afrique du Sud moderne (1994-...)

Très tôt après la création de l'Union sud-africaine, en 1910, les Noirs avaient compris qu'il deviendraient rapidement des citoyens de second ordre, si'ils ne s'organisaient pas. C'est la raison de la fondation, en 1912 à Bloemfontein, de l'African National Congress (ANC).

À l'origine, cette organisation noire était d'inspiration chrétienne, libérale et non violente. L'influence de Gandhi, avocat en Afrique du Sud au début du siècle, était incontestable. L'ANC végéta jusqu'après la deuxième guerre mondiale, et après la victoire des radicaux nationalistes (Malan, Verwoerd, Vorster) et avec l'introduction de l'apartheid, l'ANC comprit que seul un activisme militant pourrait aboutir à des résultats. Le slogan devint "action au lieu de paroles".

Au début des années 1950, l'ANC se vit infiltré par le parti communiste sud-africain, qui avait été interdit par le gouvernement.

La lutte contre l'apartheid débuta véritablement en 1952, avec des actions de désobéissance civile et de contravention délibérée aux lois en vigueur, afin de se faire arrêter. Mais jusqu'en 1960, à part de rares exceptions, les manifestations ne débouchèrent pas sur des affrontements violents. Le premier drame eut lieu le 21 mars 1960, à Sharpeville, où la police tira sur les manifestants, provoquant la mort de dizaines de personnes.

Il en résulta une division en deux tendances : l'une se prononçant pour la lutte armée, l'autre réaffirmant ses options non violentes. Une des figures les plus importantes dans la tendance non-violente fut Albert Luthuli. Il fut élu en 1952 à la présidence de l'ANC, et malgré d'innombrables arrestations, emprisonnements et bannissements, il continua à se montrer partisan d'une solution sans violence. Cela lui valut d'obtenir le prix Nobel de la Paix en 1960.



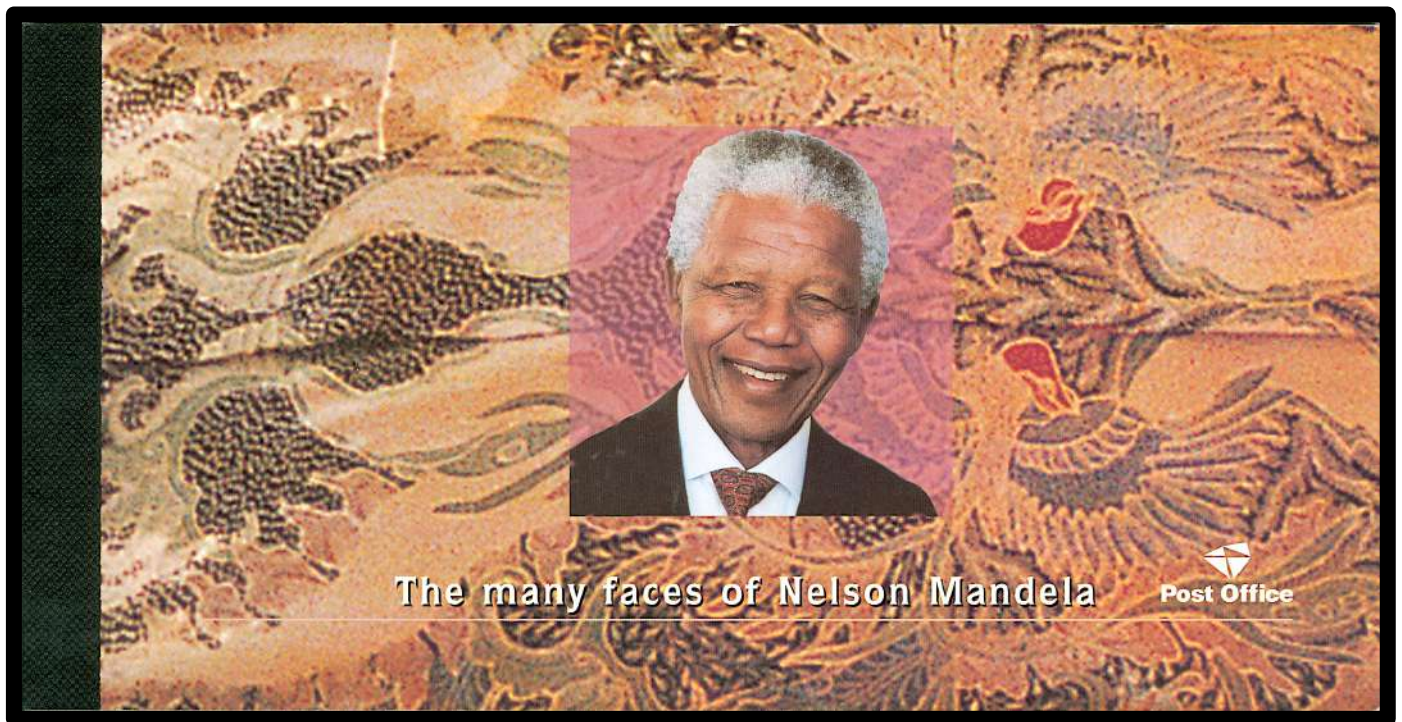
1996, n° 926



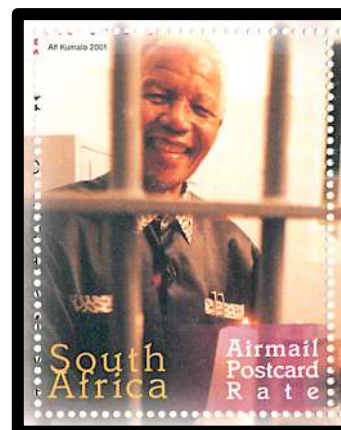
2011, n°s 1648/1649

Albert Luthuli (1898-1967)

Les partisans d'une action plus dure fondèrent en décembre 1961 le mouvement "Umkhonto we Swize" (MK), c'est-à-dire le "fer de lance de la nation". Ils étaient persuadés que seule la lutte armée aboutirait à des résultats. Un des grands partisans de ce point de vue était Nelson Mandela.



*2001, carnet C66
Nelson Mandela (1918-2013)*

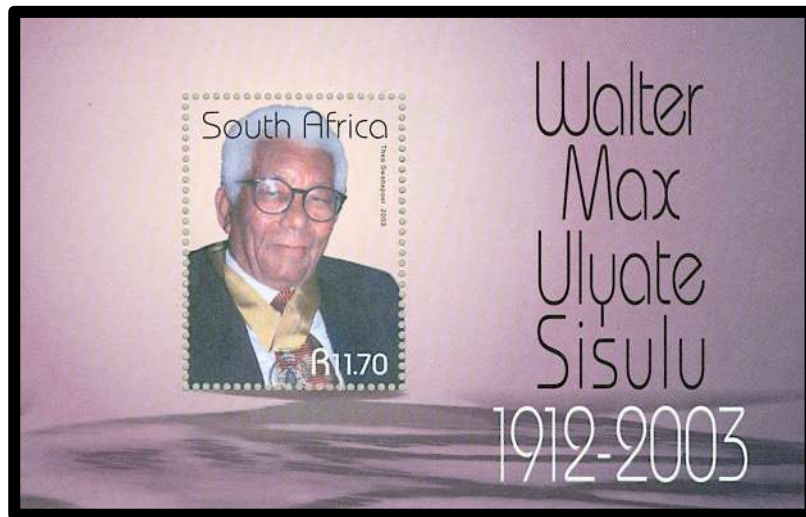


*2001, timbres du carnet C66
Le jeune Nelson Mandela*

Il y eut de nombreux actes de terrorisme, suivis d'une sévère répression. Cela valut à Nelson Mandela une condamnation à la détention perpétuelle en 1964. Il purgea la plus grande partie de son incarcération dans le pénitencier de Robben Island.

D'autres leaders noirs, partisans de la lutte armée, furent également emprisonnés avec Mandela, comme Walter Sisulu et Jacob Zuma.

D'autres grands noms de la lutte contre l'apartheid sont entre autres Chris Hani, leader des communistes noirs sud-africains, et Oliver Tambo, qui fut le principal représentant de l'ANC à l'étranger.



2003, bloc 95
Walter Sisulu (1912-2003)



2003, bloc 92
Chris Hani (1942-1993)

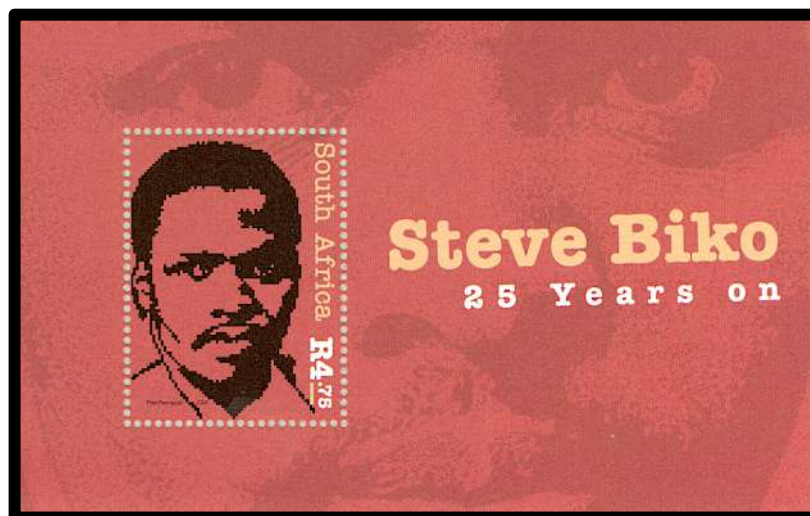


2003, bloc 94
Oliver Tambo (1917-1993)



*2015, bloc 149
Oliver Tambo (1917-1993)*

Une autre figure importante de la lutte contre l'apartheid fut Steve Biko. Il commença par prêcher la modération, mais, face à la mauvaise volonté du gouvernement, il se radicalisa de plus en plus, et il mourut en prison en 1977, à l'âge de 31 ans. La cause de sa mort reste incertaine : pour les uns, c'est suite à une grève de la faim. Pour les autres, il succomba aux mauvais traitements et à la torture pendant son incarcération.



*2002, bloc 86
Steve Biko (1946-1977)*

Il y en a encore Robert Sobukwe, qui rompit en 1958 avec l'ANC, et qui devint le fondateur du Pan African Congress (PAC). Lui aussi fut incarcéré aux côtés de Mandela, de Sisulu et de Zuma à Robben Island. Il était de tendance maoïste.



2003, bloc 96
Robert Sobukwe (1924-1978)

Lorsque Frederik Willem De Klerk accéda à la présidence en 1989, l'apartheid était à bout de souffle : il accéléra les réformes, fit libérer Nelson Mandela en 1990, et prépara la passation de pouvoir.

De Klerk eut l'intelligence de comprendre - et de le faire comprendre à ses partisans - que le transfert du pouvoir aux Noirs était inéluctable, tandis que Mandela eut celle d'oublier le passé, sans tirer vengeance de sa longue incarcération et des brimades dont il fut la victime durant tout le temps de l'apartheid.

Pour la sérénité et le bon sens dont les deux hommes firent preuve pour effectuer le bouleversement le plus important de toute l'histoire de l'Afrique du Sud, De Klerk et Mandela reçurent en 1993 le prix Nobel de la Paix.



1996, n° 933



1996, n° 934

Nelson Mandela et Frederik De Klerk, prix Nobel de la Paix en 1993

Après d'âpres mais sereines négociations, la passation de pouvoir se fit le 27 avril 1994, avec des élections libres, accueillies avec enthousiasme dans le monde entier. Le même jour, l'hymne national "Die Stem van Suid-Afrika" fut remplacé par le nouvel hymne, "Nkosi Sikelel' iAfrika", composé déjà en 1897 par Enoch Sontonga. Le nouveau drapeau aux couleurs arc-en-ciel fut levé.



1997, n°s 978/979

Enoch Sontonga, compositeur du nouvel hymne national (1873-1905)



1994, n° 849
L'ancien et le nouvel hymne national



1994, n° 850
Le nouveau drapeau

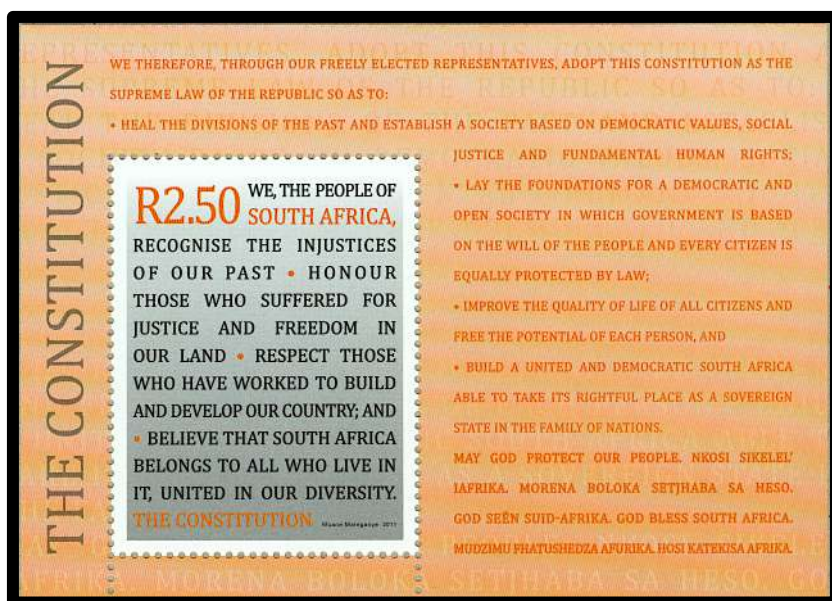
Aux élections, l'ANC remporta 63% des voix, tandis que le NP arriva, avec les votes des Blancs, en second avec 23% des voix.

Nelson Mandela fut élu président, tandis que Frederik De Klerk reçut la première vice-présidence.

Le gouvernement issu de la majorité noire se heurta dès le début au fait que, malgré la fin de la discrimination raciale, le niveau de compétence des Noirs était souvent extrêmement bas.

Mandela exprima une nette volonté de réconciliation nationale. Avec la nouvelle constitution de 1996, il ne put cependant pas empêcher la démission de Frederik De Klerk en tant que vice-président.

Nelson Mandela s'est éteint le 5 décembre 2013, pleuré par tout un peuple.



2011, bloc127
15^e anniversaire de la nouvelle constitution de 1996



1994, n° 848
Nelson Mandela, premier président noir de l'Afrique du Sud (1918-2013)

Aux élections de 1999, l'ANC obtint une victoire éclatante, et Thabo Mbeki succéda à Nelson Mandela, qui avait refusé de se représenter vu son grand âge. Pendant son mandat, jusqu'en 2008, l'Afrique du Sud connut un essor économique remarquable, mais une stagnation au niveau social. L'insécurité était grande dans les villes, le niveau de criminalité était un des plus élevés du monde, avec de temps en temps quelques émeutes xénophobes, et le SIDA faisait un nombre impressionnant de victimes.

Les anciens partis nationalistes blancs étaient moribonds, mais la toute-puissance de l'ANC devint un problème : même Frederik De Klerk dénonça au début de 2005 les atteintes aux droits des minorités.

Thabo Mbeki fut le promoteur de la notion de "renaissance africaine", consistant pour les Africains à trouver des solutions africaines aux problèmes africains.

Il essuya un grand revers en 2005, lorsqu'il fut obligé de limoger son vice-président Jacob Zuma pour corruption. Le risque de scission au sein de l'ANC fut grand, Mbeki représentant l'aile libérale, Zuma l'aile gauche.

Désavoué par son propre parti, Mbeki démissionna en septembre 2008, et il fut remplacé temporairement à la tête du pays par Kgalema Motlanthe, jusqu'aux élections de 2009.



1999, n° 1068
Thabo Mbeki (1942-)

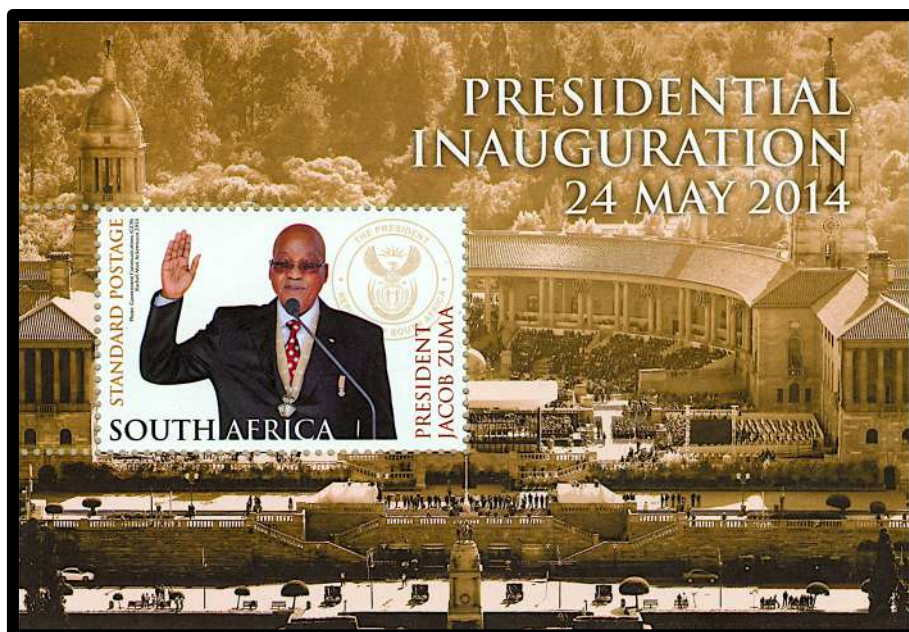


2009, n° 1459
Kgalema Motlanthe (1949-)

En mai 2009, l'ANC, maintenant dominé par les partisans de Zuma, obtint une nouvelle victoire, et malgré son passé de corruption, Jacob Zuma fut élu le 9 mai 2009 à la présidence de l'Afrique du Sud. Son prédécesseur, Kgalema Motlanthe, devint son vice-président. Zuma connut son moment de gloire en 2010, avec l'organisation de la coupe du monde de football.



2009, n° 1480
Jacob Zuma (1942-)



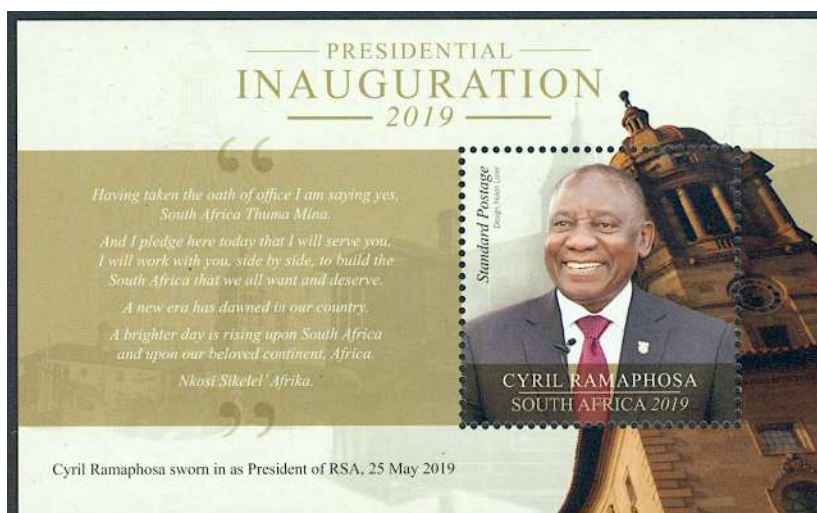
2014, bloc 145
Jacob Zuma (1942-)

Suite à d'incessantes affaires de corruption, Zuma est contraint de quitter la présidence de l'ANC fin 2017, et début 2018, il doit céder la présidence de l'Afrique du Sud à Cyril Ramaphosa.



2018, bloc 162
Le président Matamela Cyril Ramaphosa

2019, bloc 166
Le président Matamela Cyril Ramaphosa





1996, n° 930

Desmond Tutu (1931-2021)

Une des figures les plus originales de l’Afrique du Sud noire est l’archevêque anglican Desmond Tutu. Il lutta contre l’apartheid, mais faisant toujours passer son message de paix et de non-violence. C’est pour ce combat non violent qu’il reçut en 1984 le prix Nobel de la Paix. En 1995, il fut nommé par Mandela à la tête de la “commission de la vérité et de la réconciliation”, et il resta toujours la grande voix morale sud-africaine dénonciatrice des injustices à travers le monde.

Bibliographie:

- “Histoire de l’Afrique du Sud”, Bernard Lugan, Éd. Perrin, 1986.
- “Geskiedenis van Suid-Afrika”, W.J. de Kock, édité par le Departement van Inligting, Pretoria.
- Et bien sûr les inépuisables ressources d’internet, en premier lieu Wikipedia.